VOLUME 2

2008
2009

COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2009

Québec

COMPTES PUBLICS 2008-2009

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2009

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2008-2009 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2009
ISBN 978-2-550-57103-2 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-57104-9 (PDF)

ISSN 0706-2869

© Gouvernement du Québec, 2009

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume
Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts,
rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits
et état de l'emploi des crédits…….. 1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts…….. 2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux……. 3

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections.** Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et solde du fonds.

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces **arrondissements**, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

◊ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;

◊ *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;

◊ *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;

◊ *Affectation à un fonds spécial*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;

◊ *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la « Provision pour créances douteuses » et de la « Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement »;

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'inscription de stocks ou de frais payés d'avance. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;

- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;

- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – rémunération », « Transfert – fonctionnement », « Transfert – capital » et « Transfert – intérêt »;

- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories……..	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement fédéral……	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses……	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits……..	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles……..	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions……	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses……..	1-32
Sommaire des dépenses de transfert……...	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial……	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories……	1-43

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales et Régions			4 746
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			13 317
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs			4 072
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation			1 288
10	2-87	Éducation, Loisir et Sport			1
11	2-101	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-109	Famille et Aînés			10 378
13	2-117	Finances	5 631 447		
14	2-129	Immigration et Communautés culturelles			41 536
15	2-136	Justice			1 345
16	2-147	Relations internationales			
17	2-153	Ressources naturelles et Faune			39 668
18	2-162	Revenu	22 124 448	13 402 761	54 032
19	2-169	Santé et Services sociaux			1 614
20	2-180	Sécurité publique			37 741
21	2-189	Services gouvernementaux			
22	2-202	Transports			772 249
23	2-211	Travail			
			27 755 895	**13 402 761**	**981 985**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclasés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	3 369	3 172
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 301	
3	2-19	Affaires municipales et Régions	2 615	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 054	9 760
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	14 221	
6	2-51	Conseil exécutif	677	
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	2 553	1 216
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs	6 942	3 956
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation	17 108	556
10	2-87	Éducation, Loisir et Sport	50 852	698
11	2-101	Emploi et Solidarité sociale	111 955	347
12	2-109	Famille et Aînés	1 248	
13	2-117	Finances	519 585	230 197
14	2-129	Immigration et Communautés culturelles	1 991	22
15	2-136	Justice	193 539	16
16	2-147	Relations internationales	598	344
17	2-153	Ressources naturelles et Faune	29 257	3 204
18	2-162	Revenu	1 008 133	124 357
19	2-169	Santé et Services sociaux	192 471	91 938
20	2-180	Sécurité publique	16 211	6 959
21	2-189	Services gouvernementaux	3 058	
22	2-202	Transports	25 434	448
23	2-211	Travail	2 369	2 338
			2 218 544	**479 528**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus 2009 [1]	Total des revenus 2008	
197		197		197	76	1
1 301		1 301		1 301	1 665	2
2 615		7 361		7 361	18 779	3
3 294		16 611		16 611	16 925	4
14 221		14 221		14 221	11 336	5
677		677		677	152	6
1 337		1 337		1 337	201	7
2 987		7 059		7 059	8 546	8
16 552		17 840		17 840	11 825	9
50 154		50 154	108 565	158 719	149 003	10
111 608		111 608	773 519	885 126	766 712	11
1 248		11 626		11 626	11 736	12
289 388	5 013 340	10 934 176	12 805 230	23 739 406	23 211 941	13
1 970		43 506	218 538	262 044	238 325	14
193 524		194 869	29 924	224 792	170 866	15
254		254		254	116	16
26 053		65 721		65 721	130 402	17
883 776		36 465 016		36 465 016	37 300 217	18
100 533		102 146	87 041	189 188	223 916	19
9 252		46 993		46 993	45 885	20
3 058		3 058		3 058	747	21
24 986		797 235	406	797 641	773 180	22
31		31		31	120	23
1 739 016	**5 013 340**	**48 892 997**	**14 023 223**	**62 916 220**	**63 092 670**	

=	Revenus divers	Total des transferts du gouvernement fédéral	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement fédéral	
	197						1
	1 301						2
	2 615	80 883		80 883			3
	3 294	250 356		250 356			4
	14 221						5
	677						6
	1 337	777		777			7
	2 987	834		834			8
	16 552						9
	50 154	238 738		130 173		108 565	10
	111 608	783 453		9 934		773 519	11
	1 248						12
	289 388	12 805 230				12 805 230	13
	1 970	218 538				218 538	14
	193 524	30 382		458		29 924	15
	254						16
	26 053	(255)		(255)			17
	883 776						18
	100 533	88 282		1 241		87 041	19
	9 252	13 264		13 264			20
	3 058						21
	24 986	11 431		11 025		406	22
	31						23
	1 739 016	**14 521 913**		**498 690**		**14 023 223**	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits [1]	Crédits initiaux [2]
			(-)	=
1	Assemblée nationale	114 102	4 836	109 266
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	66 711	2 383	64 328
3	Affaires municipales et Régions	1 784 413	2 182	1 782 232
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703 044	12 286	690 758
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	635 227	30	635 197
6	Conseil exécutif	337 505	741	336 765
7	Culture, Communications et Condition féminine	649 927	2 678	647 250
8	Développement durable, Environnement et Parcs	201 118	10 405	190 713
9	Développement économique, Innovation et Exportation	793 060	2 550	790 510
10	Éducation, Loisir et Sport	13 983 966	16 431	13 967 535
11	Emploi et Solidarité sociale	4 151 246	1 165	4 150 081
12	Famille et Aînés	1 941 547	3 499	1 938 048
13	Finances (excluant le service de la dette)	164 724	1 749	162 975
14	Immigration et Communautés culturelles	270 346	2 560	267 786
15	Justice	666 223	15 169	651 054
16	Relations internationales	125 287	3 251	122 035
17	Ressources naturelles et Faune	554 090	16 164	537 926
18	Revenu	952 366	1 849	950 517
19	Santé et Services sociaux	25 468 955	1 183	25 467 771
20	Sécurité publique	1 033 063	17 548	1 015 514
21	Services gouvernementaux	100 003	500	99 503
22	Tourisme	140 666		140 666
23	Transports	2 345 205	121 915	2 223 289
24	Travail	33 281	848	32 433
	Total des programmes	57 216 074	241 923	56 974 151
	Finances (service de la dette)	6 907 000		6 907 000
	Total	**64 123 074**	**241 923**	**63 881 151**

1 Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 241 923.

2 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.

3 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

4 Incluant des dépenses d'amortissement de 247 065 et une dépense négative de 3 829.

Variations de crédits [3]	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits [4]	Dépenses	
+,(-)	=		+	=	
1 399	110 665	110 535	4 389	114 924	1
69 502	133 830	131 518	2 440	133 958	2
28 489	1 810 721	1 810 183	2 229	1 812 412	3
9 181	699 939	693 460	12 268	705 727	4
(175 520)	459 676	431 795	8	431 804	5
(16 081)	320 684	295 051	480	295 531	6
7 822	655 072	652 034	1 956	653 991	7
14 246	204 959	203 070	12 036	215 105	8
179 411	969 921	969 886	2 370	972 256	9
355 035	14 322 570	14 305 145	15 703	14 320 849	10
70 934	4 221 014	4 175 790	98	4 175 888	11
20 472	1 958 520	1 957 921	2 559	1 960 480	12
71 491	234 466	218 972	1 622	220 593	13
(112 266)	155 520	155 147	2 928	158 075	14
36 131	687 186	686 592	12 331	698 922	15
3 089	125 124	125 105	3 348	128 453	16
44 900	582 825	572 500	20 400	592 900	17
449 543	1 400 060	1 371 425	2 239	1 373 664	18
127 603	25 595 374	25 694 679	1 278	25 695 956	19
92 015	1 107 530	1 102 374	16 434	1 118 807	20
66 796	166 299	153 697	6 852	160 550	21
2 646	143 312	136 812		136 812	22
89 708	2 312 997	2 312 295	122 232	2 434 528	23
7 851	40 284	37 271	867	38 137	24
1 444 397	58 418 548	58 303 256	247 065	58 550 322	
19 208	6 926 208	6 507 607	(3 829)	6 503 778	
1 463 605	**65 344 756**	**64 810 863**	**243 237**	**65 054 100**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2009 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 10 847 milliers de dollars au programme 1 – Fonctions nationales et 236 763 milliers de dollars au programme 2 – Fonctions régionales – du portefeuille Santé et Services sociaux ainsi que 170 177 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2009-2010, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,

Gilles Paquin

Le contrôleur des finances,

Carole Boisvert, FCA

Québec, le 12 octobre 2009

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		116 437		113 970			2 467
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	40 063	97 141	38 243	95 420	1 539	281	1 721
Affaires municipales et Régions	1 950 596	1 134	1 942 694	784	78	7 824	350
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	731 461	1 902	710 671	1 892	3 815	16 976	10
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	448 188	394 302	579 322	384 061	104	(131 237)	10 241
Conseil exécutif	320 926	1 929	293 786	1 930	2 257	24 883	
Culture, Communications et Condition féminine	656 761	10	653 306	10	53	3 401	
Développement durable, Environnement et Parcs	233 280	177	223 455	72	77	9 749	105
Développement économique, Innovation et Exportation	972 769	4 643	972 734	4 643		35	
Éducation, Loisir et Sport	13 570 574	934 020	13 567 233	934 020		3 340	
Emploi et Solidarité sociale	4 215 014	9 004	4 167 254	9 002	14 574	33 186	2
Famille et Aînés	1 975 215	10 892	1 962 007	10 293	1	13 207	598
Finances (excluant le service de la dette)	230 256	6 355	214 881	5 391	1 465	13 910	964
Immigration et Communautés culturelles	162 222	10	157 507	10		4 715	
Justice	534 228	169 439	534 228	168 845			594
Relations internationales	152 084	687	152 039	687		45	
Ressources naturelles et Faune	710 012	19 370	710 012	9 045		1	10 325
Revenu	575 418	835 669	539 388	835 614		36 030	55
Santé et Services sociaux	15 351 799	10 420 961	15 599 268	10 272 793		(247 469)	148 168
Sécurité publique	1 110 902	29 567	1 100 086	29 251		10 816	315
Services gouvernementaux	181 210	1 362	161 681	1 362		19 528	
Tourisme	143 312		136 812			6 500	
Transports	2 346 154	10 063	2 340 487	10 058	558	5 110	5
Travail	39 294	3 011	34 715	2 734	636	3 944	277
	46 651 740	13 068 084	46 791 809	12 891 887	25 155	(165 224)	176 197
Finances (service de la dette)	19 208	6 921 714	19 208	6 503 114			418 600
	46 670 947	**19 989 798** [1]	**46 811 017**	**19 395 001**	**25 155**	**(165 224)**	**594 797**
Dépenses *	45 556 356	19 788 399	45 646 920	19 197 085	25 066	(115 629)	591 314
Prêts, placements, avances et autres	806 550	193 185	934 903	193 185		(128 353)	
Immobilisations	308 041	8 213	229 193	4 731	89	78 758	3 482
	46 670 947	**19 989 798** [1]	**46 811 017**	**19 395 001**	**25 155**	**(165 224)**	**594 797**

1 Crédits permanents:			
Inclus dans les prévisions budgétaires	19 029 190	18 434 393	594 797
Non inclus dans les prévisions budgétaires	960 608	960 608	
	19 989 798	**19 395 001**	**594 797**

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 247 065, une dépense négative de 3 829 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 33 141 dont 15 718 afférent à une provision maladie vacances.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDITS		=	CRÉDITS INITIAUX		
			Dépenses	Investis-sements [1]	Votés et permanents	Déjà votés		
						Reports	Votés sur plus d'un an	
					+	+	+	
1	2-4	Assemblée nationale	109 266	5 580	114 846			
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	64 328	3 240	67 136	432		
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 782 232	165 503	1 947 735			
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	690 758	33 275	724 017	15		
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	635 197	847 814	1 482 907	104		
6	2-52	Conseil exécutif	336 765	1 984	336 429	2 320		
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine	647 250	6 269	653 231	287		
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	190 713	26 217	216 747	184		
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	790 510	14 170	802 011	2 669		
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	13 967 535	292 373	14 259 908			
11	2-102	Emploi et Solidarité sociale	4 150 081	2 760	3 867 888	5 952	279 000	
12	2-110	Famille et Aînés	1 938 048	37 125	1 805 173		170 000	
13	2-122	Finances (excluant le service de la dette)	162 975	2 330	163 794	1 511		
14	2-130	Immigration et Communautés culturelles	267 786	6 715	274 482	19		
15	2-138	Justice	651 054	31 162	682 217			
16	2-148	Relations internationales	122 035	5 662	127 697			
17	2-156	Ressources naturelles et Faune	537 926	30 650	568 576			
18	2-164	Revenu	950 517	10 787	945 877	15 427		
19	2-170	Santé et Services sociaux	25 467 771	92 883	25 560 645 [2]	8		
20	2-182	Sécurité publique	1 015 514	56 568	1 071 881	202		
21	2-190	Services gouvernementaux	99 503	22 125	121 628			
22	2-196	Tourisme	140 666		140 666			
23	2-204	Transports	2 223 289	49 591	2 272 880			
24	2-212	Travail	32 433	2 009	33 857	585		
		Total des programmes	56 974 151	1 746 791	58 242 228	29 714	449 000	
	2-124	Finances (service de la dette)	6 907 000		6 907 000			
		Total	* **63 881 151**	**1 746 791**	**65 149 228**	**29 714**	**449 000**	
		* Votés	44 885 713	1 738 696	46 145 695 [a]	29 714	449 000	
		Permanents	18 995 438	8 095	19 003 533 [2]			
		Ne nécessitant pas de crédits						
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)						
		Ajustements négatifs de provisions						

a	Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits	du 19 mars 2008, L.Q., 2008, c. 2. 13 883 963
		du 6 mai 2008, L.Q., 2008, c. 6. 32 261 732
		46 145 695

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES				Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents		Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)		
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres							
=	+	+	+		+, (-)	+, (-)		=		
114 846			1 591	3				116 437		1
67 568					12	69 625		137 205		2
1 947 735	2 146		292	4	1 554	5		1 951 730		3
724 032	6 372	10			1 067	1 883		733 363		4
1 483 011					(706 433)	65 912		842 491		5
338 749					(16 737)	844		322 856		6
653 519					3 252			656 770		7
216 931	2 754	105			13 631	37		233 457		8
804 680					171 406	1 326		977 412		9
14 259 908					92 841	151 845		14 504 594		10
4 152 840	3 869	2			63 814	3 492		4 224 018		11
1 975 173			10 282	5	652			1 986 106		12
165 305		3			71 303			236 611		13
274 501	29 966				(142 236)			162 232		14
682 217					8 912	12 539		703 667		15
127 697					24 496	577		152 771		16
568 576	884	362			155 657	3 903		729 382		17
961 304		55	3 045	6	24 550	422 134		1 411 087		18
25 560 654					26 822	185 285		25 772 760		19
1 072 082	547				42 720	25 118		1 140 469		20
121 628					59 581	1 362		182 571		21
140 666					2 646			143 312		22
2 272 880		9 911			73 419	7		2 356 217		23
34 442					7 863			42 305		24
58 720 942	46 539	10 447	15 209		(19 208)	945 894		59 719 823		
6 907 000					19 208	14 714		6 940 922		
65 627 942	**46 539**	**10 447**	**15 209**			**960 608**	7	**66 660 745**	*	
46 624 409	46 539							46 670 947		
19 003 533		10 447	15 209	3 à 6		960 608		19 989 798		

1 Comprend les immobilisations et les prêts, avances et autres.

2 Incluant des crédits initiaux de 5 594 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 3 922 194 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 631 447 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 3 785 551 pour la contribution du gouvernement.

3 116 437 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 114 846 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

4 292 de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

5 10 282 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

6 3 045 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

7 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			+	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	116 437			2 467	
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	137 205	28	1 539	1 975	
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 951 730		78	8 174	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	733 363	2 215	3 815	14 770	
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	842 491	104	104	(121 100)	15 718
6	2-52	Conseil exécutif	322 856	3 970	2 257	20 913	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine	656 770	2 749	53	652	
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	233 457	1 664	77	8 190	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	977 412			35	
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	14 504 594			3 340	17 424
11	2-102	Emploi et Solidarité sociale	4 224 018	6 707	14 574	26 482	
12	2-110	Famille et Aînés	1 986 106		1	13 805	
13	2-122	Finances (excluant le service de la dette)	236 611	6 611	1 465	8 263	
14	2-130	Immigration et Communautés culturelles	162 232	19		4 696	
15	2-138	Justice	703 667			594	
16	2-148	Relations internationales	152 771			45	
17	2-156	Ressources naturelles et Faune	729 382			10 326	
18	2-164	Revenu	1 411 087	27 972		8 113	
19	2-170	Santé et Services sociaux	25 772 760	8		(99 310)	
20	2-182	Sécurité publique	1 140 469	202		10 930	
21	2-190	Services gouvernementaux	182 571	2 500		17 028	
22	2-196	Tourisme	143 312	6 500			
23	2-204	Transports	2 356 217		558	5 115	
24	2-212	Travail	42 305	1 085	636	3 135	
		Total des programmes	59 719 823	62 333	25 155	(51 360)	33 141
	2-124	Finances (service de la dette)	6 940 922			418 600	
		Total *	**66 660 745**	**62 333**	**25 155**	**367 240**	**33 141**
		* Votés	46 670 947	62 333	25 155	(227 557)	
		Permanents	19 989 798			594 797	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					33 141

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2009 [13]	2008	
(-)	(-)	=	+	+	+	
243	3 191	110 535	4 389	114 924	114 243	1
	2 146	131 518	2 440	133 958	70 450	2
130 477 [8]	2 818	1 810 183	2 229	1 812 412	1 820 803	3
253	18 850	693 460	12 268	705 727	724 077	4
515 728 [9]	142	431 795	8	431 804	427 187	5
9	656	295 051	480	295 531	285 278	6
	1 281	652 034	1 956	653 991	632 744	7
12	20 445	203 070	12 036	215 105	201 898	8
7 200	292	969 886	2 370	972 256	705 733	9
158 328	20 357	14 305 145	15 703	14 320 849	13 399 347	10
205	261	4 175 790	98	4 175 888	4 108 143	11
300	14 079	1 957 921	2 559	1 960 480	1 835 986	12
14	1 288	218 972	1 622	220 593	88 898	13
28	2 341	155 147	2 928	158 075	131 867	14
10	16 471	686 592	12 331	698 922	683 391	15
1 539	26 081	125 105	3 348	128 453	115 294	16
121 023 [10]	25 533	572 500	20 400	592 900	640 885	17
222	3 356	1 371 425	2 239	1 373 664	1 215 238	18
176 521 [11]	862	25 694 679	1 278	25 695 956	24 115 529	19
90	26 874	1 102 374	16 434	1 118 807	1 053 728	20
1	9 345	153 697	6 852	160 550	124 297	21
		136 812		136 812	144 507	22
1 172	37 078	2 312 295	122 232	2 434 528	2 148 064	23
	178	37 271	867	38 137	38 625	24
1 113 374	233 924	58 303 256	247 065	58 550 322	54 826 212	
14 714		6 507 607	(3 829)	6 503 778	7 020 899	
1 128 088	**233 924**	**64 810 863**	**243 237**	**65 054 100**	**61 847 111**	*
934 903	229 193	45 646 920		45 646 920	42 709 741	
193 185	4 731	19 197 085		19 197 085	18 933 281	
			243 237 [12]	243 237	236 674	
					11 955	
		(33 141)		(33 141)	(44 540)	

8 Incluant 128 598 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2008.

9 Incluant 293 369 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2008.

10 Incluant 121 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2008.

11 Incluant 90 857 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2008.

12 Incluant 3 829 pour une dépense négative.

13 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-170	356 343					
Permanents		428					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-170	14 887 866					
Permanents		3 515 420					
Office des personnes handicapées du Québec	2-172	12 664	8				
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-172						
Permanents		6 719 194					
Total du portefeuille		25 491 914	8				
TOTAL DE LA MISSION		**25 491 914**	**8**				
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Charte de la langue française	2-64	23 070	287				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec	2-62	50 725					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-62	568 248					
Total du portefeuille		642 053	287				

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
6 245		362 587	(10 847)	785	372 649		372 649	362 510
	23	452	224		227		227	137
						1 187	1 187	1 306
13 274		14 901 140	(236 763)	114 358	15 023 545		15 023 545	14 078 774
	153 494	3 668 914		60 889	3 608 025		3 608 025	3 476 831
90		12 763	138	81	12 544		12 544	12 272
						80	80	108
	31 768	6 750 962	147 756		6 603 206		6 603 206	6 122 473
19 609	185 285	25 696 816	(99 493)	176 113	25 620 196	1 267	25 621 463	24 054 411
19 609	**185 285**	**25 696 816**	**(99 493)**	**176 113**	**25 620 196**	**1 267**	**25 621 463**	**24 054 411**
3 506		26 863	498	315	26 050		26 050	23 162
						192	192	249
(2 842)		47 883	1 250	952	45 682		45 682	43 945
		10			10		10	10
						1 755	1 755	1 552
1 378		569 626	1 269		568 357		568 357	553 472
2 042		644 382	3 016	1 267	640 098	1 947	642 045	622 390

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-88	158 561					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-90	562 831					
Permanents		6 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-92	63 545					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-90	8 068 434					
Enseignement supérieur	2-92	4 601 869					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-88	22 493					
Régimes de retraite	2-94						
Permanents		776 166					
Total du portefeuille		14 259 908					
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelle	2-130	273 671			29 966		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		273 680			29 966		
TOTAL DE LA MISSION		**15 175 641**	**287**		**29 966**		
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales et Régions							
Habitation	2-24	402 579					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	538 447					
Promotion et développement de la Métropole	2-20	92 436					
Permanents		828					
Total du portefeuille		1 034 289					

1 L'augmentation est principalement attribuable à la prise en charge par le gouvernement du projet de l'Îlot Voyageur et aux réinvestissements dans les réseaux universitaire et collégial.

2 La variation est attribuable à l'augmentation des demandes d'admission ainsi qu'aux dépenses liées aux mesures découlant du rapport Bouchard-Taylor.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	*	DÉPENSES 2008
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(5 310)		153 251	2 597	19 261	131 392		131 392		125 013
		10			10		10		10
						5 786	5 786		5 680
(87 843)		474 988	743	94 268	379 978		379 978		404 233
	27 088	33 088			33 088		33 088		42 563
						9 917	9 917		10 016
			17 424		(17 424)		(17 424)		(31 403)
2 548		66 094			66 094		66 094		62 627
34 667		8 103 101			8 103 101		8 103 101		7 771 936
148 098		4 749 967			4 749 967		4 749 967	1	4 147 026
680		23 173			23 173		23 173		21 838
	124 757	900 923		65 156	835 767		835 767		839 809
92 841	151 845	14 504 594	20 764	178 685	14 305 145	15 703	14 320 849		13 399 347
(142 236)		161 401	4 696	2 369	154 336		154 336	2	128 734
		10			10		10		11
						2 926	2 926		2 416
(142 236)		161 411	4 696	2 369	154 345	2 926	157 271		131 160
(47 353)	**151 845**	**15 310 387**	**28 476**	**182 322**	**15 099 589**	**20 576**	**15 120 165**		**14 152 897**
8 444		411 023			411 023		411 023		382 283
9 348		547 794	2		547 792		547 792		595 937
1 195		93 631	2 107	1 879	89 646		89 646		77 298
		828	58		770		770		334
18 987		1 053 276	2 167	1 879	1 049 230		1 049 230		1 055 852

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	406 483			5 525		
Permanents		10				7	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-34	317 525	15		847		
Permanents						3	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		724 017	15		6 372	10	
Portefeuille: Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-72	5 469	91				
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-72	211 243	93		2 754		
Permanents		35				105	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		216 747	184		2 754	105	
Portefeuille: Développement économique, Innovation et Exportation							
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-82	184 712	57				
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-80	613 982	2 612				
Permanents		3 317					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		802 011	2 669				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-102	913 705					
Total du portefeuille		913 705					

3 L'augmentation s'explique par la révision à la hausse des taux de provision pour pertes sur les soldes d'interventions financières en vigueur et la bonification des sommes allouées pour la recherche, l'innovation et le développement des régions.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
703		412 711	20 517	18 782	373 412		373 412	395 557
	1 879	1 896	7		1 889		1 889	81
						11 929	11 929	10 333
								(15)
363		318 750	274	322	318 155		318 155	317 684
	4	7	3		4		4	5
						339	339	432
1 067	1 883	733 363	20 801	19 103	693 460	12 268	705 727	724 077
3		5 563	476	32	5 055		5 055	5 243
						39	39	39
13 628		227 718	9 350	20 425	197 943		197 943	185 896
	37	177	105		72		72	106
						11 997	11 997	10 614
13 631	37	233 457	9 931	20 457	203 070	12 036	215 105	201 898
1 041		185 810			185 810		185 810	178 512
170 366		786 959	35	7 491	779 433		779 433	[3] 520 047
	1 326	4 643			4 643		4 643	4 903
						2 370	2 370	2 271
171 406	1 326	977 412	35	7 491	969 886	2 370	972 256	705 733
(17 317)		896 388	7 001		889 387		889 387	813 778
(17 317)		896 388	7 001		889 387		889 387	813 778

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-148	127 588					
Permanents		110					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		127 697					
Portefeuille: Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles et fauniques	2-156	553 471			884		
Permanents		15 105				362	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		568 576			884	362	
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-174	68 097					
Permanents		635					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		68 731					
Portefeuille: Tourisme							
Promotion et développement du tourisme	2-196	140 666					
Total du portefeuille		140 666					
Portefeuille: Transports							
Administration et services corporatifs	2-206	92 340					
Permanents		145					
Ne nécessitant pas de crédits							
Infrastructures de transport	2-204	1 671 928					
Permanents						9 911	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Systèmes de transport	2-204	508 467					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		2 272 880				9 911	
TOTAL DE LA MISSION		**6 869 319**	**2 868**		**10 010**	**10 388**	

4 La variation s'explique principalement par la diminution des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.

5 L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses relatives à l'entretien du réseau routier.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	*	DÉPENSES 2008
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
24 496		152 084	45	27 619	124 419		124 419		112 228
	577	687		1	686		686		491
						3 348	3 348		2 575
24 496	577	152 771	45	27 620	125 105	3 348	128 453		115 294
155 657		710 012	1	146 556	563 455		563 455		559 672
	3 903	19 370	10 325		9 045		9 045	4	64 469
						20 400	20 400		16 744
155 657	3 903	729 382	10 326	146 556	572 500	20 400	592 900		640 885
7 213		75 310	3	1 270	74 036		74 036		60 902
		635	188		446		446		208
						10	10		8
7 213		75 944	191	1 270	74 483	10	74 493		61 118
2 646		143 312			136 812		136 812		144 507
2 646		143 312	6 500		136 812		136 812		144 507
(203)		92 137	2 855	3 604	85 677		85 677		83 163
	7	152	1		151		151		135
						19 824	19 824		16 601
83 136		1 755 065	119	30 811	1 724 135		1 724 135	5	1 494 174
		9 911	4		9 907		9 907		3 227
						100 381	100 381		103 202
									11 955
(9 514)		498 953	2 694	3 834	492 424		492 424		433 957
						2 027	2 027		1 650
73 419	7	2 356 217	5 672	38 250	2 312 295	122 232	2 434 528		2 148 064
451 205	**7 733**	**7 351 523**	**62 669**	**262 626**	**7 026 228**	**172 664**	**7 198 892**		**6 611 206**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Condition féminine	2-64	11 179					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		11 179					
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-104	471 000	5 952		3 869		
Permanents		10				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-102	2 477 674		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		2 954 184	5 952	279 000	3 869	2	
Portefeuille: Famille et Aînés							
Condition des aînés	2-112	9 304					
Curateur public	2-112	46 760					
Permanents		100					10 282
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide à la famille	2-110	1 696 719		170 000			
Permanents		500					
Planification, recherche et administration	2-110	51 780					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 805 173		170 000			10 282
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-140	145 205					
Permanents		83 432					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		228 637					
TOTAL DE LA MISSION		**4 999 172**	**5 952**	**449 000**	**3 869**	**2**	**10 282**

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 210		12 389	438	14	11 937		11 937	10 343
						9	9	11
1 210		12 389	438	14	11 937	9	11 946	10 355
7 325		488 146	30 419	266	457 461		457 461	467 552
	11	23	2		21		21	17
						98	98	151
73 806		2 830 480	10 340	200	2 819 940		2 819 940	2 816 806
	3 481	8 981			8 981		8 981	9 839
81 131	3 492	3 327 630	40 761	466	3 286 403	98	3 286 501	3 294 365
4 975		14 279			14 278		14 278	8 283
131		46 892	3 404	5 430	38 058		38 058	36 361
		10 382	98		10 284		10 284	9 873
						1 164	1 164	1 669
5 499		1 872 218	742	314	1 871 162		1 871 162	1 756 114
		500	500					276
(9 954)		41 826	9 061	8 635	24 130		24 130	21 001
		10			10		10	15
						1 394	1 394	2 395
652		1 986 106	13 806	14 379	1 957 921	2 559	1 960 480	1 835 986
(710)		144 496		303	144 192		144 192	141 438
	3 415	86 846			86 846		86 846	86 025
						220	220	195
(710)	3 415	231 342		303	231 039	220	231 259	227 659
82 283	**6 907**	**5 557 467**	**55 005**	**15 163**	**5 487 299**	**2 886**	**5 490 185**	**5 368 364**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille: Assemblée nationale							
Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information	2-4						
Permanents		36 848					39
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	2-4						
Permanents		19 099					52
Services statutaires aux parlementaires	2-6						
Permanents		58 900					1 500
Total du portefeuille		114 846					1 591
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		27 224					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 691					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	12 633	28				
Permanents		293					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	24 295	404				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		67 136	432				
Portefeuille: Affaires municipales et Régions							
Administration générale	2-22	72 834					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-24	2 482					
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	730 424					
Permanents							292
Développement des régions et ruralité	2-22	92 055					
Régie du logement	2-24	15 641			2 146		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		913 446			2 146		292

6 L'augmentation s'explique principalement par la tenue de l'élection générale du 8 décembre 2008.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4 080		40 966	2 355	3 164	35 447		35 447	31 199
						4 389	4 389	4 977
(5 815)		13 335	11	26	13 298		13 298	17 714
1 735		62 135	101	244	61 790		61 790	60 352
		116 437	2 467	3 434	110 535	4 389	114 924	114 243
	69 625	96 849	1 713	1 523	93 613		93 613 [6]	30 767
						1 613	1 613	1 540
		2 691	1	165	2 525		2 525	2 446
						53	53	99
4		12 664	564	134	11 966		11 966	12 410
		293	8		284		284	284
						396	396	315
8		24 708	1 254	324	23 129		23 129	22 163
						379	379	426
12	69 625	137 205	3 541	2 146	131 518	2 440	133 958	70 450
(12 346)		60 488	4 241	2 790	53 457		53 457	55 792
	5	14			14		14	19
						2 088	2 088	2 025
(238)		2 244	216	3	2 025		2 025	1 632
						1	1	1
(13 441)		716 983	12	128 598	588 373		588 373	591 332
		292	292					112
7 115		99 170			99 170		99 170	96 235
1 478		19 264	1 325	25	17 914		17 914	17 586
						140	140	216
(17 433)	5	898 454	6 085	131 417	760 952	2 229	763 181	764 951

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-42	3 614	104				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-46	873 060					
Régimes de retraite et d'assurances	2-44	4 418					
Permanents		328 390					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-42	273 426					
Permanents							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 482 907	104				
Portefeuille: Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-54	203 594	141				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-54	16 572	290				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-52	707	11				
Jeunesse	2-56	36 748	114				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-56	7 236	171				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-52	70 486	1 593				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		336 429	2 320				
Portefeuille: Finances							
Direction du Ministère	2-122	44 947					
Permanents		10				3	
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-122	112 495	1 511				
Permanents		6 343					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		163 794	1 511			3	

7 L'augmentation est principalement attribuable à une subvention à la Société de financement des infrastructures locales du Québec au montant de 132 200.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 721	419	142	3 161		3 161	3 183
						8	8	27
(872 960)		100	100					
		4 418	1 421		2 997		2 997	2 894
	65 907	394 296	10 241	52 182	331 873		331 873	320 411
166 523		439 949	(133 073)	463 546	109 476		109 476	113 795
	6	6			6		6	
			15 718		(15 718)		(15 718)	(13 122)
(706 433)	65 912	842 491	(105 175)	515 870	431 795	8	431 804	427 187
(1 281)		202 455	17 330	28	185 096		185 096	173 571
	50	50			50		50	
						22	22	33
541		17 403	2 200	21	15 182		15 182	13 898
	71	81			81		81	114
						35	35	34
71		789	17		772		772	922
5		36 867	573	9	36 285		36 285	33 853
						6	6	5
8		7 414	1 397	149	5 867		5 867	5 206
						34	34	29
(16 081)		55 998	5 622	458	49 918		49 918	51 698
	723	1 799			1 799		1 799	5 581
						384	384	334
(16 737)	844	322 856	27 140	664	295 051	480	295 531	285 278
129 511		174 458		923	173 535		173 535 [7]	41 666
		13	3		10		10	9
						1 139	1 139	1 132
(58 208)		55 798	15 374	378	40 045		40 045	40 287
		6 343	961		5 382		5 382	5 515
						482	482	290
71 303		236 611	16 338	1 301	218 972	1 622	220 593	88 898

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-130	802	19				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		802	19				
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-138	25 715					
Permanents		62 862					
Administration de la justice	2-138	269 367					
Permanents		10 607					
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-140	11 626					
Organisme de protection relevant du ministre	2-142	7 789					
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-142	65 615					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		453 580					
Portefeuille: Revenu							
Administration fiscale	2-164	535 442	15 427				
Permanents		410 436				55	3 045
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		945 877	15 427			55	3 045
Portefeuille: Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-184	32 722	202				
Permanents		34					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sécurité, prévention et gestion interne	2-182	484 977					
Permanents		4 414					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-182	549 734			547		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 071 881	202		547		

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		821	19		802		802	701
						2	2	6
		821	19		802	2	804	707
2 309		28 024		262	27 762		27 762	27 732
	8 866	71 728	146		71 582		71 582	62 309
2 262		271 629		13 305	258 324		258 324	260 785
	258	10 864	448		10 416		10 416	10 275
						11 310	11 310	11 990
(54)		11 571			11 571		11 571	10 537
111		7 900		115	7 785		7 785	7 549
						60	60	59
4 993		70 608		2 496	68 112		68 112	64 085
						741	741	411
9 622	9 124	472 325	594	16 178	455 553	12 111	467 664	455 732
24 550		575 418	36 030	3 577	535 811		535 811	499 053
	422 134	835 669	55		835 614		835 614	714 036
						2 239	2 239	2 149
24 550	422 134	1 411 087	36 085	3 577	1 371 425	2 239	1 373 664	1 215 238
1 023		33 946	1 971	337	31 638		31 638	29 677
	3	38	3		34		34	35
						165	165	152
18 115		503 093	2 652	10 788	489 653		489 653	466 114
	22 570	26 984	312		26 672		26 672	24 020
						4 779	4 779	3 870
23 582		573 864	6 194	15 838	551 831		551 831	516 495
	2 545	2 545			2 545		2 545	2 308
						11 490	11 490	11 058
42 720	25 118	1 140 469	11 132	26 963	1 102 374	16 434	1 118 807	1 053 728

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Services gouvernementaux							
Services gouvernementaux	2-190	121 628					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		121 628					
Portefeuille: Travail							
Travail	2-212	30 846	585				
Permanents		3 011					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		33 857	585				
TOTAL DE LA MISSION		**5 706 183**	**20 599**		**2 693**	**58**	**4 927**

8 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des montants facturés par Services Québec et par le Centre de services partagés du Québec.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009	DÉPENSES 2008 *
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
59 581		181 210	19 528	9 346	152 336		152 336 [8]	118 848
	1 362	1 362			1 362		1 362	1
						6 852	6 852	5 448
59 581	1 362	182 571	19 528	9 346	153 697	6 852	160 550	124 297
7 863		39 294	4 580	161	34 553		34 553	35 015
		3 011	277	17	2 717		2 717	2 839
						867	867	772
7 863		42 305	4 856	178	37 271	867	38 137	38 625
(524 951)	**594 123**	**5 803 631**	**22 612**	**711 075**	**5 069 944**	**49 672**	**5 119 616**	**4 639 334**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Finances							
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	2-124						
Permanents		6 907 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		6 907 000					
TOTAL DE LA MISSION		**6 907 000**					
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		**65 149 228**	**29 714**	**449 000**	**46 539**	**10 447**	**15 209**
Votés		46 145 695	29 714	449 000	46 539		
Permanents		19 003 533				10 447	15 209
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Ajustements négatifs de provisions							

9 La diminution est principalement attribuable aux revenus générés par des montants déposés au fonds des congés de maladie accumulés, lesquels sont présentés en diminution de la dépense d'intérêts.

10 Incluant 4 372 324 (2008: 4 548 009) pour le service de la dette directe et 2 116 075 (2008 : 2 435 525) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

11 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2009 *	DÉPENSES 2008
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
19 208		19 208			19 208		19 208 [9]	38 305
	14 714	6 921 714	418 600	14 714	6 488 400		6 488 400 [10]	6 983 534
						(3 829)	(3 829)	(941)
19 208	14 714	6 940 922	418 600	14 714	6 507 607	(3 829)	6 503 778	7 020 899
19 208	**14 714**	**6 940 922**	**418 600**	**14 714**	**6 507 607**	**(3 829)**	**6 503 778**	**7 020 899**
	960 608 [11]	**66 660 745**	**487 869**	**1 362 012**	**64 810 863**	**243 237**	**65 054 100**	**61 847 111**
		46 670 947	(140 069)	1 164 097	45 646 920		45 646 920	42 709 741
	960 608	19 989 798	594 797	197 916	19 197 085		19 197 085	18 933 281
						243 237	243 237	236 674
								11 955
			33 141		(33 141)		(33 141)	(44 540)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
Assemblée nationale	110 665	110 535	86 751
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
Commissaire au lobbyisme	2 526	2 525	1 757
Directeur général des élections - Commission de la représentation	94 349	93 613	58 534
Protecteur du citoyen	12 602	12 250	9 790
Vérificateur général	24 353	23 129	17 743
	133 830	131 518	87 825
Affaires municipales et Régions			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 790 598	1 790 244	32 365
Commission municipale du Québec	2 209	2 025	1 530
Régie du logement	17 914	17 914	13 480
	1 810 721	1 810 183	47 375
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	686 609	680 301	117 017
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 605	8 599	6 935
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 724	4 559	3 432
	699 939	693 460	127 385
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
Conseil du trésor	456 114	428 634	370 950
Commission de la fonction publique	3 562	3 161	2 458
	459 676	431 795	373 408
Conseil exécutif			
Ministère du Conseil exécutif	315 751	290 251	52 404
Commission d'accès à l'information	4 932	4 800	3 634
	320 684	295 051	56 039
Culture, Communications et Condition féminine			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	627 229	624 503	30 442
Commission des biens culturels du Québec	626	626	408
Conseil du statut de la femme	4 439	4 273	2 961
Conseil supérieur de la langue française	1 597	1 452	857
Office québécois de la langue française	21 181	21 181	14 747
	655 072	652 034	49 415

* Excluant l'amortissement des immobilistions, l'utilisation des stocks et une dépense négative de 3 829 du service de la dette qui ne requièrent pas de crédits.

** Ces dépenses comprennent l'amortissement, l'utilisation des stocks lesquelles font partie de la supercatégorie «Fonctionnement» et un montant négatif de 3 829 compris dans la supercatégorie «Service de la dette».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
23 768		16			4 389	114 924
768					53	2 578
22 316	1	12 762			1 613	95 225
2 460					396	12 646
5 386					379	23 509
30 931	1	12 762			2 440	133 958
20 455	770	1 686 113	50 541		2 088	1 792 331
494					1	2 026
4 434					140	18 054
25 383	770	1 686 113	50 541		2 229	1 812 412
50 307	1 845	511 132			11 929	692 230
1 664					302	8 901
1 123	4				37	4 596
53 094	1 849	511 132			12 268	705 727
28 953	3	23 713	5 015			428 634
703					8	3 169
29 656	3	23 713	5 015		8	431 804
19 517	312	218 018			446	290 697
1 166					34	4 834
20 683	312	218 018			480	295 531
20 949		573 112			1 756	626 260
218						626
1 312					9	4 282
580		15			8	1 460
5 520		914			182	21 363
28 579		574 041			1 956	653 991

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
Développement durable, Environnement et Parcs			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	199 447	198 015	93 044
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 513	5 055	3 692
	204 959	203 070	96 736
Développement économique, Innovation et Exportation	969 921	969 886	59 633
Éducation, Loisir et Sport			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport 1	14 319 963	14 302 539	93 891
Conseil supérieur de l'éducation	2 607	2 607	1 898
	14 322 570	14 305 145	95 789
Emploi et Solidarité sociale	4 221 014	4 175 790	169 384
Famille et Aînés			
Ministère de la Famille et des Aînés	1 910 080	1 909 580	30 042
Curateur public	48 440	48 342	36 238
	1 958 520	1 957 921	66 280
Finances	7 160 674	6 726 579	45 074
Immigration et Communautés culturelles			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	154 699	154 345	74 268
Conseil des relations interculturelles	821	802	537
	155 520	155 147	74 805

1 Incluant les données financières de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Fonctionnement	*+	Créances douteuses et autres provisions	+	Transfert	+	Affectation à un fonds spécial	+	Service de la dette	*	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	**	Dépenses totales
56 832		62		48 077						11 997		210 012
1 362										39		5 093
58 194		62		48 077						12 036		215 105
38 466		317 631		554 156						2 370		972 256
50 857		15 665		14 142 127						15 693		14 318 231
709										11		2 617
51 566		15 665		14 142 127						15 703		14 320 849
97 591		8 981		2 811 286		1 088 549				98		4 175 888
11 398				1 868 140						1 394		1 910 974
12 102		2								1 164		49 506
23 500		2		1 868 140						2 559		1 960 480
24 593				148 855		450		6 507 607		(2 207)		6 724 371
45 046				35 032						2 926		157 271
265										2		804
45 311				35 032						2 928		158 075

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*=	Rémunération	+
Justice					
Ministère de la Justice 1	593 935	593 488		220 663	
Comité de la rémunération des juges	204	58			
Directeur des poursuites criminelles et pénales	68 112	68 112		54 948	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 599	14 599		10 930	
Conseil de la magistrature	2 551	2 551		338	
Office de la protection du consommateur	7 785	7 785		5 848	
	687 186	686 592		292 727	

1 Incluant les données financières du Tribunal des droits de la personne et du Tribunal des professions.

Relations internationales	125 124	125 105		54 640	
Ressources naturelles et Faune	582 825	572 500		157 749	
Revenu	1 400 060	1 371 425		317 950	
Santé et Services sociaux					
Ministère de la Santé et Services sociaux 1	18 831 731 [2]	19 078 929 [2]		55 835	
Office des personnes handicapées du Québec	12 682	12 544		8 488	
Régie de l'assurance maladie du Québec	6 750 962	6 603 206			
	25 595 374	25 694 679		64 323	

1 Incluant les données financières du Commissaire à la santé et au bien-être.
2 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-170.

Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique	1 080 524	1 075 623		497 661	
Bureau du coroner	7 189	7 174		3 401	
Régie des alcools, des courses et des jeux	15 260	15 022		11 924	
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 557	4 555		2 824	
	1 107 530	1 102 374		515 809	
Services gouvernementaux	166 299	153 697		8 374	

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
133 981	5 052	218 595	15 197		11 310	604 798
58						58
13 164					741	68 853
3 669					220	14 819
2 213						2 551
1 936		1			60	7 845
155 020	5 052	218 596	15 197		12 331	698 922
30 924		39 541			3 348	128 453
104 364	3 975	23 341	283 072		20 400	592 900
132 173	797 520	3 812	119 971		2 239	1 373 664
80 968	446	18 939 164	2 516		1 197	19 080 126
3 131		925			80	12 624
		6 603 206				6 603 206
84 099	446	25 543 295	2 516		1 278	25 695 956
257 234		86 293	234 435		16 269	1 091 892
3 774						7 174
3 063	34				165	15 187
1 731						4 555
265 803	34	86 293	234 435		16 434	1 118 807
140 584	1 359	3 380			6 852	160 550

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses	*=	Rémunération	+
Tourisme	143 312	136 812			
Transports					
Ministère des Transports	2 301 773	2 301 093		185 576	
Commission des transports du Québec	11 225	11 202		8 102	
	2 312 997	2 312 295		193 678	
Travail					
Ministère du Travail	31 119	29 190		8 919	
Commission de l'équité salariale	5 453	4 782		3 571	
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	738	591		341	
Conseil des services essentiels	2 974	2 707		1 992	
	40 284	37 271		14 824	
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**65 344 756**	**64 810 863**		**3 055 969**	

1 Excluant une dépense négative de 3 829 afférente aux intérêts sur le régime des rentes de conjoints survivants laquelle est présentée dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

Fonctionnement	*+	Créances douteuses et autres provisions	+	Transfert	+	Affectation à un fonds spécial	+	Service de la dette	*	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	**	Dépenses totales
				79 579		57 233						136 812
435 861		139		588 049		1 091 468				120 206		2 421 299
3 100										2 027		13 229
438 961		139		588 049		1 091 468				122 232		2 434 528
4 667		1		15 603						748		29 937
1 212										108		4 891
250												592
715										11		2 718
6 844		1		15 603						867		38 137
1 910 087		**1 153 801**		**49 234 954**		**2 948 445**		**6 507 607**	[1]	**243 237**		**65 054 100**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	12 006 042	4 582 641
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	10 369 503	1 752 677
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	31 519	28 831
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	4 682 874	
Autres		7
Organismes et entreprises du gouvernement	566 991	315 358
	27 656 928	**6 679 514**

RÉPARTITION:

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Régions	19 337	6 914
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	44 113	12 319
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 557	
6	Conseil exécutif		2 025
7	Culture, Communications et Condition féminine	124 518	70 681
8	Développement durable, Environnement et Parcs		11 623
9	Développement économique, Innovation et Exportation	14 498	9 266
10	Éducation, Loisir et Sport	10 361 004	1 758 408
11	Emploi et Solidarité sociale	4 947	1 956
12	Famille et Aînés		32 709
13	Finances	11 626	2 696
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	73 684	18 971
16	Relations internationales		
17	Ressources naturelles et Faune		311
18	Revenu		
19	Santé et Services sociaux	16 921 943	4 691 593
20	Sécurité publique		7 611
21	Services gouvernementaux		
22	Tourisme	24 530	25 653
23	Transports	19 943	24 730
24	Travail	13 229	2 048
		27 656 928	**6 679 514**

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

** Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

Capital **		Intérêts	Support	2009	2008	
Principal	Autres			1		
6 927	27 412	4 328	1 239 965	1 278 633	1 167 023	
293 795	65 603	228 242	79 848	17 256 171	15 518 587	
619 741	104 655	554 887	389 126	13 790 589	12 909 732	
420 231	27 304	213 951	1 040 501	1 701 986	1 810 474	
107 829	11 986	98 495	2 821 083	3 099 743	2 818 877	
			2 791 816	2 791 816	2 786 915	
			2 262 652	6 945 525	6 247 950	
8 356	32 933	5 057	704 103	750 456	793 752	
210 566	27 805	288 760	210 555	1 620 035	2 298 281	
1 667 445	**297 700**	**1 393 720**	**11 539 648**	**49 234 954**	**46 351 592**	
			16	16	26	1
			12 762	12 762	2 853	2
374 483	27 163	340 911	917 306	1 686 113	1 692 626	3
114	21 070	145	433 371	511 132	539 502	4
			156	23 713	21 296	5
9 039	622	5 566	200 766	218 018	204 361	6
79 458		45 755	253 629	574 041	556 980	7
15 528	120	6 509	14 297	48 077	41 246	8
2 211	12 094	4 467	511 621	554 156	499 826	9
607 493	105 694	551 499	758 029	14 142 127	13 231 040	10
	373		2 804 009	2 811 286	2 806 015	11
11 481	1 014	9 480	1 813 457	1 868 140	1 747 590	12
			134 533	148 855	17 011	13
			35 032	35 032	28 287	14
	523		125 419	218 596	219 380	15
			39 541	39 541	33 028	16
3 262		2 312	17 456	23 341	17 984	17
			3 812	3 812	123	18
394 120	91 754	312 148	3 131 737	25 543 295	23 969 234	19
368			78 314	86 293	78 507	20
			3 380	3 380	311	21
12 062		17 334		79 579	84 565	22
157 828	37 274	97 568	250 706	588 049	543 851	23
		27	300	15 603	15 951	24
1 667 445	**297 700**	**1 393 720**	**11 539 648**	**49 234 954**	**46 351 592**	
	1 965 144					

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Rémuné-tion	Fonction-nement	Capital	Intérêt	Support	2009	[1]	2008
Affaires municipales et Régions					50 541	50 541		51 277
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		100	298	4 618		5 015		10 420
Emploi et Solidarité sociale	112 744	58 439	12 000	1 500	903 866	1 088 549		1 013 335
Finances		450				450		450
Justice					15 197	15 197		15 136
Ressources naturelles et Faune	66 464	112 417	12 400	16 130	75 660	283 072		288 622
Revenu		81 022	38 949			119 971		126 587
Santé et Services sociaux					2 516	2 516		1 793
Sécurité publique	181 201	47 609	5 625			234 435		212 510
Tourisme	15 639	15 909			25 684	57 233		59 942
Transports	62 915	109 669	561 237	357 647		1 091 468		901 228
	438 963	**425 615**	**630 509**	**379 895**	**1 073 464**	**2 948 445**		**2 681 300**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Allocation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili-sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	86 751			86 751	607	87 358
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	87 825			87 825		87 825
Affaires municipales et Régions	47 375	19 337		66 712		66 712
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	127 385	44 113		171 498	624	172 122
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	373 408	23 557		396 965		396 965
Conseil exécutif	56 039			56 039		56 039
Culture, Communications et Condition féminine	49 415	124 518		173 933	40	173 972
Développement durable, Environnement et Parcs	96 736			96 736	1 291	98 028
Développement économique, Innovation et Exportation	59 633	14 498		74 131		74 131
Éducation, Loisir et Sport	95 789	10 361 004		10 456 792	760	10 457 552
Emploi et Solidarité sociale	169 384	4 947	112 744	287 075		287 075
Famille et Aînés	66 280			66 280		66 280
Finances	45 074	11 626		56 700		56 700
Immigration et Communautés culturelles	74 805			74 805	858	75 663
Justice	292 727	73 684		366 410	2 924	369 334
Relations internationales	54 640			54 640		54 640
Ressources naturelles et Faune	157 749		66 464	224 213	3 251	227 463
Revenu	317 950			317 950		317 950
Santé et Services sociaux	64 323	16 921 943		16 986 265		16 986 265
Sécurité publique	515 809		181 201	697 010	4 326	701 336
Services gouvernementaux	8 374			8 374		8 374
Tourisme		24 530	15 639	40 169		40 169
Transports	193 678	19 943	62 915	276 536	3 426	279 962
Travail	14 824	13 229		28 052		28 052
	3 055 969	**27 656 928**	**438 963**	**31 151 860**	**18 107**	**31 169 967**

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Assemblée nationale…… 2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale…… 2-11
Affaires municipales et Régions……..... 2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation…….. 2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale……... 2-41
Conseil exécutif…….. 2-51
Culture, Communications et Condition féminine…….. 2-61
Développement durable, Environnement et Parcs..... 2-70
Développement économique, Innovation et Exportation……..... 2-79
Éducation, Loisir et Sport …….. 2-87
Emploi et Solidarité sociale……..... 2-101
Famille et Aînés……..... 2-109
Finances……..... 2-117
Immigration et Communautés culturelles……..... 2-129
Justice…… 2-136
Relations internationales…….. 2-147
Ressources naturelles et Faune .....…… 2-153
Revenu……... 2-162
Santé et Services sociaux……... 2-169
Sécurité publique……... 2-180
Services gouvernementaux..... 2-189
Tourisme…….. 2-196
Transports…….. 2-202
Travail……..... 2-211

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	3 172	2 917
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	3 172	2 917
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	197	76
	197	76
Total des revenus autonomes	197	76
Total des revenus	**197**	**76**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles**			
1. Secrétariat général, affaires juridiques, affaires institutionnelles et sécurité					
Permanents 1	5 365			5 365	4 645
2. Affaires parlementaires et bibliothèque					
Permanents 1	7 971		26	7 934	6 957
TOTAL	13 335		26	13 298	11 602

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information**			
1. Affaires informationnelles					
Permanents 1	6 481	1		6 452	5 400
2. Affaires administratives					
Permanents 1	34 485		3 163	28 995	21 060
Ne nécessitant pas de crédits				4 389	
TOTAL	40 966	1	3 163	39 836	26 460

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la Bibliothèque et la sécurité des personnes et des biens, de même qu'à assurer les activités protocolaires et interparlementaires.							
719							
977							11
1 696							11
Ce programme vise à assurer le soutien aux parlementaires et aux unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.							
1 052							28
7 935							2 328
4 389							
13 376							2 355

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Services statutaires aux parlementaires**			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents 1	16 459			16 459	16 459
Permanents 2	11 395	242	2	11 141	987
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents 2	25 925			25 918	23 718
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents 2	3 060			3 015	2 267
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents 1	5 297			5 257	5 257
TOTAL	62 135	242	2	61 790	48 689

1 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	116 437	243	3 191	110 535	86 751
Ne nécessitant pas de crédits				4 389	
TOTAL	**116 437**	**243**	**3 191**	**114 924**	**86 751** [1]

1 Incluant 6 739 à l'égard de 63 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.							
10 154							10
2 184		16					7
747							45
							40
13 085		16					101
23 768		16					2 467
4 389							
28 157		**16**					**2 467**

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	16		
Total des crédits et dépenses	**16**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		16			16	26
		16			**16**	**26**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	16	16	26
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**16**	**16**	**26**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Autres		
Divers		7
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	297	303
Divers	85	88
	382	391
Intérêts		
Divers	13	28
Amendes et confiscations		
Divers	16	28
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	872	956
Contributions volontaires	18	255
Divers	1	
	891	1 211
	1 301	1 658
Total des revenus autonomes	1 301	1 665
Total des revenus	**1 301**	**1 665**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	12 664		134	11 966	9 506
Permanents 1	293			284	284
Ne nécessitant pas de crédits				396	
TOTAL	12 957		134	12 646	9 790
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	24 708		324	23 129	17 743
Ne nécessitant pas de crédits				379	
TOTAL	24 708		324	23 509	17 743
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents 1	1			1	
Permanents 2	20 166		593	18 830	14 285
Ne nécessitant pas de crédits				487	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents 2	493			493	
3. Activités électorales					
Permanents 2	76 189		931	74 289	44 249
Ne nécessitant pas de crédits				1 126	
TOTAL	96 849		1 523	95 225	58 534

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen requiert les correctifs aux situations préjudiciables constatées.							
2 460					28	316	221
							8
396							
2 856					28	316	229
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.							
5 386						1 223	31
379							
5 766						1 223	31
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.							
	1						
4 545							744
487							
493							
17 278		12 762					969
1 126							
23 929	1	12 762					1 713

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 691		165	2 525	1 757
Ne nécessitant pas de crédits				53	
TOTAL	2 691		165	2 578	1 757
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	40 063		622	37 621	29 006
Permanents	97 141		1 523	93 897	58 818
Ne nécessitant pas de crédits				2 440	
TOTAL	**137 205**		**2 146**	**133 958**	**87 825** [1]

1 Incluant 7 668 à l'égard de 70 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.							
768							1
53							
820							1
8 614					28	1 539	254
22 316	1	12 762					1 721
2 440							
33 371	**1**	**12 762**			**28**	**1 539**	**1 975**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 877		
Remboursement des dépenses électorales	9 885		
Total du programme 3	12 762		
Total des crédits et dépenses	**12 762**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		2 877			2 877	2 815
		9 885			9 885	37
		12 762			12 762	2 853
		12 762			**12 762**	**2 853**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	12 762	12 762	2 853
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**12 762**	**12 762**	**2 853**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Droits et permis			
Autres			
Frais exigibles par la Régie du logement	4 746		4 560
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Divers	36		28
Intérêts			
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 245		1 275
Divers	23		52
	1 268		1 327
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	159		335
Subventions d'années antérieures	1 146		12 527
Divers	6		1
	1 311		12 864
	2 615		14 219
Total des revenus autonomes	7 361		18 779
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructures	43 890	1	27 605
Infrastructures 2005	36 992		32 488
	80 883		60 093
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Programme d'infrastructures	43 890	1	27 605
Infrastructures 2005	36 992		32 488
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**7 361**		**18 779**

1 La variation s'explique principalement par la prolongation du programme d'infrastructures. Plusieurs projets n'ont pu être complétés à l'intérieur des délais prévus et leur réalisation a été reportée jusqu'en 2010-2011.

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS (*)

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Promotion et développement de la Métropole**			
1. Aide au développement de la Métropole	72 246			72 246	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	21 385	1 879		17 399	
Permanents 1	828			770	
TOTAL	94 459	1 879		90 415	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain**			
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 696			21 696	
2. Assainissement des eaux du Québec	405 409			405 409	
3. Infrastructures	110 501			110 499	987
4. Renouveau urbain et villageois	10 187			10 187	
TOTAL	547 794			547 792	987

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.							
		72 246					
		17 399					2 107
	770						58
	770	89 646					2 165
Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'Infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.							
		21 696					
91		405 318					
176		109 336				2	
1		10 187					
268		546 537				2	

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS (*)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**			
1. Compensation tenant lieu de taxes	394 806	94 710 2		300 096	
2. Aide financière aux municipalités	24 437			24 437	
Permanents 1	292				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	297 740	33 888 2		263 840	
TOTAL	717 274	128 598		588 373	

1 Loi concernant la ville de Shefferville, (L.Q., 1986, c. 51).
2 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2007-2008.

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**Administration générale**			
1. Direction	4 630			4 627	2 426
Permanents 1	14			14	
2. Gestion	28 858			27 399	22 363
3. Services partagés	27 000		2 790	21 431	6 589
Ne nécessitant pas de crédits				2 088	
TOTAL	60 502		2 790	55 559	31 378

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		**Développement des régions et ruralité**			
1. Soutien au développement local et régional	99 170			99 170	
TOTAL	99 170			99 170	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du Partenariat fiscal et financier 2007-2013 conclu avec le monde municipal.							
		300 096					
		24 437					
							292
		263 840					12
		588 373					304
Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec. De plus, les Services partagés - Affaires municipales et Régions offrent des services administratifs reliés aux ressources humaines, financières et matérielles pour deux organismes du portefeuille, soit la Régie du logement et la Commission municipale du Québec.							
692		1 509				2	
14							
4 639		397					1 459
14 842							2 780
2 088							
22 275		1 906				2	4 239
Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.							
		48 629	50 541				
		48 629	50 541				

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS (*)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		**Commission municipale du Québec**			
1. Commission municipale du Québec	2 244		3	2 025	1 530
Ne nécessitant pas de crédits				1	
TOTAL	2 244		3	2 026	1 530
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**Habitation**			
1. Société d'habitation du Québec	411 023			411 023	
TOTAL	411 023			411 023	
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22		**Régie du logement**			
1. Régie du logement	19 264		25	17 914	13 480
Ne nécessitant pas de crédits				140	
TOTAL	19 264		25	18 054	13 480
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 950 596	130 477	2 818	1 809 399	47 375
Permanents	1 134			784	
Ne nécessitant pas de crédits				2 229	
TOTAL	**1 951 730**	**130 477**	**2 818**	**1 812 412**	**47 375** [1]

1 Incluant 12 474 à l'égard de 107 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

(*) Depuis le 18 décembre 2008, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c.E-18) et du décret 1151-2008, le ministère des Affaires municipales et des Régions est désigné sous le nom de ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.							
494						73	143
1							
496						73	143
Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la promotion du savoir-faire québécois en habitation.							
		411 023					
		411 023					
En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.							
4 434							1 325
140							
4 574							1 325
25 369		1 686 113	50 541			78	7 824
14	770						350
2 229							
27 612	**770**	**1 686 113**	**50 541**			**78**	**8 174**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 399		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	15 121		
Fonds de développement de la Métropole	17 450	1 970	
Grand Montréal Bleu	314		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 311		
Soutien au développement économique de Montréal	18 000		
Autres	50		
Total du programme 1	89 646	1 970	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	8 282		
Assainissement des eaux du Québec	405 311		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	925		
Eaux vives du Québec	20 771		
Infrastructures Canada-Québec 2000	28 833	87	
Infrastructures Canada-Québec 94-97	11 741	2 043	
Infrastructures municipales en milieu nordique	5 924		
Infrastructures Québec-Municipalités	50 942	704	
Renouveau urbain et villageois	10 187		
Villages branchés du Québec	3 195		
Autres	426		
Total du programme 2	546 537	2 834	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	544		
Compensation financière pour les équipements antipollution	5 136		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 439		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	275 323		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	22 335		
Mesures financières du partenariat fiscal	263 840		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 998		
Programme de neutralité	6 750		
Regroupement municipal	383		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 353		
Autres	4 347		
Total du programme 3	588 447		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 906	4	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	3 135	3	
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 575		
Fonds d'intervention stratégique régional	2 318	1 201	
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	253	186	
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	4 900		
Politique nationale de la ruralité	33 358	1 428	
Autres	1 090		
Total du programme 5	48 629	2 819	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		17 399			17 399	15 307
15 121					15 121	15 753
108	5 264	9 918		190	17 450	18 455
	314				314	415
	21 311				21 311	21 369
	18 000				18 000	6 000
		50			50	
15 229	44 889	27 367		190	89 646	77 298
	8 282				8 282	8 317
	288 719	190		116 403	405 311	435 795
	925				925	1 161
	20 771				20 771	20 437
259	25 268	3 219			28 833	31 759
	8 921	777			11 741	25 091
	5 924				5 924	4 480
1 392	41 386	7 460			50 942	57 195
	10 187				10 187	8 556
	2 186	1 008			3 195	1 416
	0	419		7	426	547
1 651	412 570	13 073		116 410	546 537	594 755
	544				544	354
	5 136				5 136	5 136
7	2 432				2 439	2 327
	275 323				275 323	275 944
	22 335				22 335	21 999
	263 820	20			263 840	260 668
	5 968	30			5 998	5 998
	6 750				6 750	10 468
	383				383	425
	1 353				1 353	1 255
	4 043	230			4 272	6 758
7	588 086	280			588 373	591 332
65	244	1 593			1 906	1 999
27	433	2 672			3 135	3 226
	1 316	2 258			3 575	
	348	769			2 318	
		67			253	5 871
	4 900				4 900	5 450
159	28 451	3 320			33 358	29 520
		1 090			1 090	890
186	35 448	10 176			48 629	44 958

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	43 926		
Aide au logement social, communautaire et abordable	336 833		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	485		
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	29 779		
Total du programme 7	411 023		
Total des crédits et dépenses	**1 686 188**	**7 627**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		2 434	41 492		43 926	30 977
		213 439	123 395		336 833	321 150
		139	346		485	622
				29 779	29 779	29 535
		216 012	165 232	29 779	411 023	382 283
17 137	**1 081 238**	**268 501**	**165 232**	**146 379**	**1 686 113**	**1 692 626**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	19 337	19 337	18 907
Fonctionnement	6 914	6 914	7 326
Capital	401 646	401 646	425 267
Intérêt	340 911	340 911	348 040
Support	917 380	917 306	893 086
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 686 188**	**1 686 113**	**1 692 626**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	50 541	50 541	51 277
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50 541**	**50 541**	**51 277**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	22	68
Autres		
Études de dossiers	470	544
Demande d'autorisation - zone agricole	571	561
Commercialisation des grains	218	217
Mise en marché	106	101
Abattoir et atelier	231	237
Inséminateurs	65	65
Acte déclaratoire - CPTAQ	103	103
Pêche commerciale	93	128
Préparation ou mise en conserve du poisson	61	63
Restauration et ventes au détail d'aliments	11 309	11 180
Divers	68	84
	13 295	13 282
	13 317	13 350
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Eau	126	102
Cale de halage	61	54
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	499	351
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	58	57
Aide technique et soutien	76	69
Autres aides à l'agriculteur	1 041	1 010
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	4 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 628	3 249
Divers	149	115
	11 771	9 007
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	4 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 628	3 249
	2 011	1 758
Intérêts		
Prêts à des entreprises agro-alimentaires	101	368
Divers	61	54
	162	422
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	461	691
Subventions d'années antérieures	645	689
Divers	14	14
	1 121	1 394
	3 294	3 574
Total des revenus autonomes	16 611	16 925

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	250 356	1	297 358
	250 356		297 358
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	250 356	1	297 358
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**16 611**		**16 925**

1 La diminution est attribuable principalement à la fin de l'Accord Canada-Québec sur l'indemnité pour les coûts de production (ICP).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	231 787	5		227 583	41 550
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	17 687	244	167	17 248	6 554
Permanents 1	1 704			1 704	
3. Institut de technologie agroalimentaire	20 523		764	19 754	16 381
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	56 914		979	54 818	24 580
5. Direction et services à la gestion	85 801	4	16 619	54 010	27 952
Permanents 2	137			137	
Permanents 3	47			47	
Permanents 4	7				
Ne nécessitant pas de crédits				11 929	
TOTAL	414 607	253	18 529	387 230	117 017

1 Loi sur le financement de la pêche commerciale (L.R.Q., c. F-1.3).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Organismes d'État**			
1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 955		248	8 599	6 935
Permanents 1	3				
Ne nécessitant pas de crédits				302	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 795		74	4 556	3 432
Permanents 2	4			4	
Ne nécessitant pas de crédits				37	
TOTAL	318 757		322	318 497	10 368

1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.							
8 565		177 468			2 200	1 996	4
2 219	4	8 471				7	21
	1 704						
1 784		1 589				1	3
11 634		18 604				604	513
26 058						1 051	14 117
	137						
47							
							7
11 929							
62 237	1 845	206 132			2 200	3 659	14 665
Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.							
		305 000					
1 664					6		102
							3
302							
1 123					9	156	
	4						
37							
3 126	4	305 000			15	156	105

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	731 461	253	18 850	691 567	127 385
Permanents	1 902			1 892	
Ne nécessitant pas de crédits				12 268	
TOTAL	**733 363**	**253**	**18 850**	**705 727**	**127 385** [1]

1 Incluant 14 722 à l'égard de 144 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
53 047	4	511 132			2 215	3 815	14 760
47	1 845						10
12 268							
65 362	**1 849**	**511 132**			**2 215**	**3 815**	**14 770**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	16 107	2 993	
Aide à la ségrégation, la récupération et la disposition du matériel à risque spécifié			
Aide spéciale au confinement des oiseaux d'élevage			
Aide spéciale aux exploitations affectées par le nématode doré	1 000	913	
Aide spéciale aux exploitations porcines			
Amélioration de la santé animale	15 436	15 334	
Appui à la formation	1 591	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	8 356	6 102	
Appui au développement en région	12 729	8 953	
Appui au secteur de la transformation	7 900	5 956	
Prime-Vert	28 720	27 518	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	111 614	111 577	
Traçabilité des aliments	3 000	19	
Autres	2 416	539	
Total du programme 1	208 869	179 914	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	248 568	
Total des crédits et dépenses	**513 869**	**428 482**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
1 168		11 734		181	16 076	18 716
						10 000
						313
					913	6
						15 000
					15 334	15 211
1 207		372			1 589	2 808
922		1 323			8 346	8 925
	88	2 363			11 404	13 021
		1 151			7 108	4 297
	17	1 148			28 683	32 128
					111 577	108 908
		2 670			2 688	3 425
35	51	1 773		16	2 413	1 742
3 331	157	22 533		197	206 132	234 502
				56 432	305 000	305 000
3 331	**157**	**22 533**		**56 629**	**511 132**	**539 502**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	44 115	44 113	42 716
Fonctionnement	12 321	12 319	12 978
Capital	21 185	21 183	27 436
Intérêt	1 918	145	216
Support	434 330	433 371	456 156
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**513 869**	**511 132**	**539 502**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	4 791	4 881
Intérêts		
Divers	984	(984)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	8 447	7 438
	14 221	11 336
Total des revenus autonomes	14 221	11 336
Total des revenus	**14 221**	**11 336**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Secrétariat du Conseil du trésor**			
1. Soutien au Conseil du trésor	52 957			52 957	25 860
Permanents 1	3			3	
Permanents 2	3			3	
2. Fonctions gouvernementales	3 629			3 629	1 295
3. Contributions de l'employeur	37 003				
Ajustements négatifs de provisions				(15 718) [4]	(15 718)
4. Fonds dédiés aux sinistres	4 690			4 690	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour passif environnemental	293 370	463 546 [3]			
7. Provision pour l'équité salariale	48 200			48 200	48 200
TOTAL	439 955	463 546		93 764	59 637

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Incluant un montant de 293 369 relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2007-2008 et un montant de 170 177 porté à la dette nette pour un passif environnemental à l'égard de terrains contaminés existants au 31 mars 2006.
4 Ajustements négatifs de provisions afférents à une provision maladie vacances.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Commission de la fonction publique**			
1. Commission de la fonction publique	3 721		142	3 161	2 458
Ne nécessitant pas de crédits				8	
TOTAL	3 721		142	3 169	2 458

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.							
26 616		156	325				
3							
	3						
2 334							
							37 003
			4 690				
							100
							(170 177)
28 953	3	156	5 015				(133 073)
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).							
703					104	104	211
8							
711					104	104	211

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents 1	22 978			17 737	17 737
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents 2	21 289			21 289	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents 3	169 455			169 455	169 455
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 418			2 997	728
Permanents 4	12			12	12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents 5	10 848			10 848	10 848
6. Régime de retraite des juges					
Permanents 6	11 998			11 998	11 998
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents 7	16 825			15 284	15 284
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents 8	140 891	52 182 [9]		85 251	85 251
TOTAL	398 714	52 182		334 870	311 313

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).
2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).
3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c.R-10).
4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).
5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).
6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).
8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
9 Montant porté à la dette nette pour le changement de la période d'amortissement des gains et pertes actuariels.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.							
							5 242
		21 289					
		2 268					1 421
							1 541
							3 458
		23 557					11 662

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2008-2009					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures					
5. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de l'amélioration de la condition des aînés					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de l'insuffisance des redevances forestières					
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources					
TOTAL	100				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	448 188	463 546	142	115 634	78 541
Permanents	394 302	52 182		331 879	310 585
Ne nécessitant pas de crédits				8	
Ajustements négatifs de provisions				(15 718)	(15 718)
TOTAL	**842 491**	**515 728**	**142**	**431 804**	**373 408** [1]

1 Incluant 6 636 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.							
							100
							100
29 653		2 424	5 015		104	104	(131 341)
3	3	21 289					10 241
8							
29 665	**3**	**23 713**	**5 015**		**104**	**104**	**(121 100)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	156	14	3
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 349		1 647
Régime de retraite de certains enseignants	21 289		
Total du programme 3	24 638		1 647
Total des crédits et dépenses	**24 794**	**14**	**1 650**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
2	10	126		1	156	153
621					2 268	2 134
21 289					21 289	19 009
21 910					23 557	21 143
21 912	**10**	**126**		**1**	**23 713**	**21 296**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	24 638	23 557	21 143
Support	156	156	153
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 794**	**23 713**	**21 296**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	100	100	1 129
Capital	298	298	982
Intérêt	4 618	4 618	8 310
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**5 015**	**5 015**	**10 420**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		70
Financement de la Stratégie d'action jeunesse		8
Divers	4	5
	4	84
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		70
Financement de la Stratégie d'action jeunesse		8
	4	5
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	419	146
Subventions d'années antérieures	255	
	673	146
	677	152
Total des revenus autonomes	677	152
Total des revenus	**677**	**152**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	789			772	623
TOTAL	789			772	623
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**			
1. Cabinet du premier ministre	5 470			5 409	4 038
Permanents 1	437			437	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 170			11 687	9 485
3. Direction générale de l'administration	18 994	6	452	16 447	8 732
Ne nécessitant pas de crédits				383	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents 1	1 361			1 361	1 361
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	17 031			16 376	15 687
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	1 333				
TOTAL	57 797	6	452	52 101	39 304

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.							
149					11	6	
149					11	6	
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.							
961		410					61
437							
1 987		215			688	311	484
7 715					905	723	461
383							
689						451	204
							1 333
12 171		625			1 593	1 486	2 543

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**Affaires intergouvernementales canadiennes**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	1 567		11	1 393	974
Permanents 1	81			81	
Ne nécessitant pas de crédits				11	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	7 451	3	7	6 304	3 092
Ne nécessitant pas de crédits				23	
3. Représentation du Québec au Canada	2 271			2 095	1 278
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	6 115			5 390	775
TOTAL	17 484	3	18	15 298	6 120

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**Affaires autochtones**			
1. Secrétariat aux affaires autochtones	202 455		28	185 096	3 185
Permanents 1	50			50	
Ne nécessitant pas de crédits				22	
TOTAL	202 504		28	185 168	3 185

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.							
335		84					164
81							
11							
2 008		1 204			290	245	602
23							
817							176
252		4 363				72	652
3 528		5 650			290	317	1 593
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.							
2 862	311	178 738			1 791	148	15 391
50							
22							
2 933	311	178 738			1 791	148	15 391

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	36 098		7	35 579	1 696
Ne nécessitant pas de crédits				5	
2. Conseil permanent de la jeunesse	769		2	707	534
Ne nécessitant pas de crédits				1	
TOTAL	36 867		9	36 292	2 230
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		**Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information**			
1. Réforme des institutions démocratiques	1 127			655	611
2. Commission d'accès à l'information	5 620		149	4 800	3 634
Ne nécessitant pas de crédits				34	
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	667			412	330
TOTAL	7 414		149	5 901	4 576
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	320 926	9	656	293 121	54 677
Permanents	1 929			1 930	1 361
Ne nécessitant pas de crédits				480	
TOTAL	**322 856**	**9**	**656**	**295 531**	**56 039** [1]

1 Incluant 13 504 à l'égard de 109 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en oeuvre de la politique québécoise de la jeunesse. Un montant de 10 800 000 $ provenant d'un compte à fin déterminée est utilisé pour financer la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.							
927		32 955			114	87	312
5							
173						17	43
1							
1 106		32 955			114	104	355
Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.							
44					60	64	349
1 166						132	538
34							
32		50			111		144
1 275		50			171	196	1 031
20 115	311	218 018			3 970	2 257	20 913
568							
480							
21 163	**312**	**218 018**			**3 970**	**2 257**	**20 913**

CONSEIL EXÉCUTIF

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	175		
Autres	969		
Total du programme 2	1 144		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	788	3	
Centre de la francophonie des Amériques	2 025		
Organismes francophones hors-Québec	1 604	16	
Soutien à la recherche	1 500		
Autres	91		
Total du programme 3	6 008	19	
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	97 708		
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	16 707		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	39 904		
Financement global des villages nordiques	11 612		
Fonds d'initiatives autochtones	10 459	220	
Fonds de développement pour les autochtones	7 547	15	
Organismes autochtones	1 550	15	50
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou	10 000		
Autres	73		
Total du programme 4	195 560	250	50
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	33 246		90
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Total des crédits et dépenses	**236 007**	**269**	**140**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
175					175	175
16	7	427			450	528
191	7	427			625	703
34	1	745	5		788	860
				2 025	2 025	1 425
17		1 517			1 550	1 521
155		1 049			1 204	1 000
4		81			84	262
210	1	3 391	5	2 025	5 650	5 068
		95 562			95 562	92 425
	5 532	11 064			16 596	16 218
	40 104	(200)			39 904	36 151
	11 612				11 612	10 774
	4 315	1 840			6 375	3 814
	557	6 516			7 088	6 796
79	10	1 372	2		1 527	1 226
		73			73	74
79	62 131	116 227	2		178 738	167 477
221		32 644			32 955	31 046
		50			50	66
701	**62 138**	**152 738**	**7**	**2 025**	**218 018**	**204 361**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	2 025	2 025	5 406
Capital	9 660	9 660	10 315
Intérêt	5 566	5 566	5 928
Support	218 755	200 766	182 712
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**236 007**	**218 018**	**204 361**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	31	505
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	750	648
Financement des unités autonomes de service	435	685
Divers	3	4
	1 219	1 843
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	31	505
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	750	648
Financement des unités autonomes de service	435	685
	3	4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 280	114
Subventions d'années antérieures	54	82
	1 334	196
	1 337	201
Total des revenus autonomes	1 337	201
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	777	
	777	
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	777	
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**1 337**	**201**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec**			
1. Gestion interne et soutien	44 912		917	42 746	26 940
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 714	
2. Centre de conservation du Québec	2 345		35	2 310	1 410
Ne nécessitant pas de crédits				41	
3. Commission des biens culturels du Québec	626			626	408
TOTAL	47 893		952	47 446	28 758
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**			
1. Action culturelle et communications	154 751			153 689	
2. Musées nationaux	68 588			68 588	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	17 729			17 729	
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 605			67 398	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	545			545	
6. Société de télédiffusion du Québec	66 077			66 077	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	93 241			93 241	
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	76 838			76 838	
9. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	24 250			24 250	
TOTAL	569 626			568 357	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.							
15 806					854		395
10							
1 714							
899							1
41							
218							
18 688					854		396
Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.							
		153 689			1 062		
		68 588					
		17 729					
		67 398					207
		545					
		66 077					
		93 241					
		76 838					
		24 250					
		568 357			1 062		207

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	3 506		7	3 417	809
Ne nécessitant pas de crédits				2	
2. Office québécois de la langue française	21 480		298	21 181	14 747
Ne nécessitant pas de crédits				182	
3. Conseil supérieur de la langue française	1 607		10	1 452	857
Ne nécessitant pas de crédits				8	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	270				
TOTAL	26 863		315	26 242	16 414
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	4 464		4	4 273	2 961
Ne nécessitant pas de crédits				9	
2. Secrétariat à la condition féminine	7 924		10	7 664	1 282
TOTAL	12 389		14	11 946	4 243
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	656 761		1 281	652 025	49 415
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 956	
TOTAL	**656 770**		**1 281**	**653 991**	**49 415** [1]

1 Incluant 7 669 à l'égard de 76 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.							
1 552		1 056			82		
2							
5 520		914					
182							
580		15			92	53	
8							
					270		
7 844		1 985			445	53	
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.							
1 312					144		44
9							
2 683		3 699			245		6
4 004		3 699			389		49
28 569		574 041			2 749	53	652
10							
1 956							
30 535		**574 041**			**2 749**	**53**	**652**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	49 718		
Aide aux immobilisations	69 614	321	86
Aide aux initiatives de partenariat	16 620	15	75
Aide aux projets	13 543	322	
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 257	34	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	75 834		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	545		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 990		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	86 252		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	24 250		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 383		
Musée de la Civilisation	24 172		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 694		
Musée national des beaux-arts du Québec	15 339		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 597		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	59 802	46 586	
Société de la Place des Arts de Montréal	12 575		
Société de télédiffusion du Québec	66 077		
Société du Grand Théâtre de Québec	5 155		
Total du programme 2	569 419	47 277	161
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 970	219	
Autres	15		
Total du programme 3	1 985	219	
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	2 100		
Programme « À égalité pour décider »	1 080		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	160		
Total du programme 4	3 700		
Total des crédits et dépenses	**575 104**	**47 496**	**161**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
1 253	1 106	46 297			48 655	48 197
785	30 772	34 602	59	2 989	69 614	69 202
545	8 184	7 646		154	16 620	16 384
459	4 577	8 167		19	13 543	12 521
36	479	4 533	167	8	5 257	5 332
				75 834	75 834	74 670
		1 004			1 004	1 383
				545	545	747
				6 990	6 990	6 648
		76 564	9 688		86 252	82 012
				24 250	24 250	22 039
				10 383	10 383	10 202
				24 172	24 172	23 856
		18 694			18 694	18 587
				15 339	15 339	14 953
				7 596	7 596	6 693
1 453		10 531	789	443	59 802	60 853
				12 575	12 575	13 633
				66 077	66 077	60 497
				5 155	5 155	4 667
4 531	45 118	208 038	10 704	252 528	568 357	553 075
779		931	31	10	1 970	1 297
		5	10		15	15
779		936	41	10	1 985	1 312
200		1 900			2 100	1 200
		1 080			1 080	993
		360			360	360
2	1	156			159	40
202	1	3 497			3 699	2 593
5 512	**45 119**	**212 470**	**10 745**	**252 538**	**574 041**	**556 980**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	124 518	124 518	119 991
Fonctionnement	70 681	70 681	68 565
Capital	79 458	79 458	76 533
Intérêt	45 755	45 755	45 948
Support	254 692	253 629	245 943
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**575 104**	**574 041**	**556 980**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	638	585
Régimes des eaux	876	427
Sécurité des barrages	1 054	1 667
	2 568	2 679
Autres		
Attestations d'assainissement	536	619
Droits relatifs à la protection de l'environnement	966	1 784
Divers	2	1
	1 504	2 405
	4 072	5 084
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	45	58
Terrains et bâtisses	213	653
Location et concessions	1 148	884
Gains sur dispositions d'immobilisations	66	150
Gestion des barrages publics	1 256	1 246
Recouvrements de tiers	114	18
Amortissement revenus reportés - tiers	45	85
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 202	1 335
Financement des unités autonomes de service	2 754	2 010
Divers	37	12
	6 881	6 451
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 202	1 335
Financement des unités autonomes de service	2 754	2 010
	2 925	3 106
Intérêts		
Divers	33	42
Amendes et confiscations		
Divers	1	40
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	16	257
Divers	11	17
	28	274
	2 987	3 462
Total des revenus autonomes	7 059	8 546

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	834	804
	834	804
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	834	804
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**7 059**	**8 546**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Protection de l'environnement et gestion des parcs**			
1. Politiques environnementales	24 789	1	302	23 985	11 345
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	68 792	3	4 426	62 721	13 339
3. Analyse et expertise régionales	31 807		198	29 434	14 324
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 707		174	16 442	14 305
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 114		1 541	4 561	4 535
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	27 594	7	10 009	15 495	9 904
7. Direction	8 960		224	8 639	5 708
Permanents 1	10			10	
8. Services à la gestion	41 954		3 540	36 667	19 584
Permanents 2	105				
Permanents 3	62			62	
Ne nécessitant pas de crédits				11 997	
TOTAL	227 895	12	20 413	210 012	93 044

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 563		32	5 055	3 692
Ne nécessitant pas de crédits				39	
TOTAL	5 563		32	5 093	3 692

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.							
1 276		11 364					500
23 219		26 163					1 642
4 836		10 274					2 176
2 137							1 092
26							12
5 572		20			93		1 989
2 676		254			80		18
10							
17 080		2			1 110		637
							105
	62						
11 997							
68 829	62	48 077			1 283		8 172
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.							
1 362					381	77	18
39							
1 401					381	77	18

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	233 280	12	20 445	202 998	96 736
Permanents	177			72	
Ne nécessitant pas de crédits				12 036	
TOTAL	**233 457**	**12**	**20 445**	**215 105**	**96 736** [1]

1 Incluant 10 685 à l'égard de 105 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
58 185		48 077			1 664	77	8 085
10	62						105
12 036							
70 230	**62**	**48 077**			**1 664**	**77**	**8 190**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 759		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	3 020		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 422		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 390		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	2 013		
Programme partenaires pour la nature	1 475		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	102		
Société des établissements de plein air du Québec	9 362		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 299		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	58		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 020		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 885		
Autres	1 416	1	1
Total du programme 1	48 221	1	1
Total des crédits et dépenses	**48 221**	**1**	**1**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
	1 759				1 759	1 759
1 818				1 200	3 018	
		1 168		136	1 304	1 354
	8 389				8 389	8 329
		1 853		150	2 003	2 027
		1 474			1 474	
		102			102	303
				9 362	9 362	9 362
				11 294	11 294	11 116
		58			58	102
		1 000			1 000	1 165
		5 015			5 015	2 220
		1 885			1 885	1 685
74	426	907	4		1 413	1 825
1 892	10 574	13 462	4	22 142	48 077	41 246
1 892	**10 574**	**13 462**	**4**	**22 142**	**48 077**	**41 246**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	11 767	11 623	9 476
Capital	15 648	15 648	13 967
Intérêt	6 509	6 509	6 888
Support	14 297	14 297	10 915
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**48 221**	**48 077**	**41 246**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 167	1 076
Visa - crédit d'impôt pour le design	89	79
Divers	32	35
	1 288	1 190
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	556	597
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	556	597
Intérêts		
Prêts	5 820	5 844
Divers		3
	5 820	5 847
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	942	577
Subventions d'années antérieures	9 790	4 211
	10 732	4 788
	16 552	10 635
Total des revenus autonomes	17 840	11 825
Total des revenus	**17 840**	**11 825**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation**			
1. Direction et services à la gestion	38 395		292	38 068	17 761
Permanents 1	44			44	
Permanents 2	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				2 370	
2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	32 520			32 520	6 606
3. Développement des secteurs industriels	20 374			20 374	7 753
4. Développement des marchés	16 017	20		15 997	5 926
5. Développement économique en région et services aux entreprises	124 949	7 179		117 771	14 080
Permanents 2	4 597			4 597	
6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	128 218			128 218	6 207
7. Investissement Québec	426 486			426 486	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements					
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional					
TOTAL	791 602	7 200	292	786 447	58 334

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour supporter le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.							
16 304		4 002					35
44							
	1						
2 370							
12 964		12 950					
1 183		11 438					
3 495		6 575					
2 694		100 997					
	4 597						
973		121 038					
	313 033	113 453					
40 029	317 631	370 453					35

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**			
1. Fonds de recherche en santé du Québec	75 200			75 200	
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	48 833			48 833	
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	49 420			49 420	
4. Centre de recherche industrielle du Québec	10 250			10 250	
5. Conseil de la science et de la technologie	2 107			2 107	1 300
TOTAL	185 810			185 810	1 300
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	972 769	7 200	292	965 243	59 633
Permanents	4 643			4 643	
Ne nécessitant pas de crédits				2 370	
TOTAL	**977 412**	**7 200**	**292**	**972 256**	**59 633** [1]

1 Incluant 8 202 à l'égard de 81 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.							
		75 200					
		48 833					
		49 420					
		10 250					
807							
807		183 703					
38 421	313 033	554 156					35
44	4 598						
2 370							
40 836	**317 631**	**554 156**					**35**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Aide aux entreprises	21 618	21 089	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	25 041	25 041	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	34 682	34 682	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	53 730	53 730	
Mesures de soutien à la recherche - autres	74 803	2 504	601
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	4 530	256	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	37 845	1 400	
Soutien à l'entrepreneuriat	14 700	990	
Soutien à l'investissement et au développement des créneaux d'excellence	37 727	26 288	
Soutien aux centres locaux de développement	47 759	14 004	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	11 476	4	20
Autres	6 542	1 486	1
Total du programme 1	370 453	181 474	621
Programme 2 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	10 250		
Fonds de la recherche en santé du Québec	75 200		30 264
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	49 420		11 797
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	48 833		11 507
Total du programme 2	183 703		53 567
Total des crédits et dépenses	**554 156**	**181 474**	**54 188**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		529			21 618	12 044
					25 041	12 042
					34 682	61 892
					53 730	27 466
4 311		65 437	150	1 800	74 803	64 167
413		3 742	120		4 530	5 520
13 502		22 943			37 845	31 998
		13 710			14 700	9 792
482	151	10 805			37 727	12 098
	27	33 728			47 759	56 663
145	503	10 804			11 476	10 201
219	439	2 707	26	1 665	6 542	19 415
19 072	1 119	164 406	296	3 465	370 453	323 298
				10 250	10 250	9 250
24 324			16 122	4 491	75 200	74 025
21 234			14 156	2 233	49 420	47 020
20 712			13 808	2 807	48 833	46 233
66 270			44 086	19 780	183 703	176 528
85 342	**1 119**	**164 406**	**44 382**	**23 245**	**554 156**	**499 826**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	14 498	14 498	2 926
Fonctionnement	9 266	9 266	6 621
Capital	14 304	14 304	8 522
Intérêt	4 467	4 467	2 998
Support	511 621	511 621	478 759
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**554 156**	**554 156**	**499 826**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	6
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 996	7 344
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	698	638
Divers	7	8
	7 701	7 990
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	698	638
	7 003	7 352
Intérêts		
Prêts aux étudiants	22 180	26 377
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 665	1 307
Subventions d'années antérieures	11 451	1 223
Dépenses sous forme d'indemnités		373
Bourses d'études	7 855	10 049
	20 971	12 953
	50 154	46 682
Total des revenus autonomes	50 154	46 687
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	108 565	102 316
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 384	27 857
Programme d'alphabétisation	2 766	580
Formation dans les pénitenciers fédéraux	5 596	4 215
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	13 494	18 059
Financement des bourses d'études du millénaire	79 960	77 170
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	974	689
	238 738	230 887
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 384	27 857
Programme d'alphabétisation	2 766	580
Formation dans les pénitenciers fédéraux	5 596	4 215
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	13 494	18 059
Financement des bourses d'études du millénaire	79 960	77 170
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	974	689
Total des transferts du gouvernement fédéral	108 565	102 316
Total des revenus	**158 719**	**149 003**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Administration et consultation**			
1. Direction	11 358		51	11 282	6 658
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				202	
2. Information, communication et administration	81 892		18 642	60 873	28 408
Ne nécessitant pas de crédits				5 152	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	32 224		390	31 765	25 654
Ne nécessitant pas de crédits				261	
4. Administration de l'enseignement supérieur	9 465		74	9 390	8 244
Ne nécessitant pas de crédits				46	
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	8 350		58	8 275	6 610
Ne nécessitant pas de crédits				58	
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 627		20	2 607	1 898
Ne nécessitant pas de crédits				11	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 410		16	2 390	1 813
Ne nécessitant pas de crédits				11	
8. Administration du loisir et du sport	4 925		10	4 810	3 041
Ne nécessitant pas de crédits				46	
TOTAL	153 260		19 261	137 188	82 325

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**Formation en tourisme et hôtellerie**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 173			23 173	
TOTAL	23 173			23 173	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.							
2 023		2 601					25
10							
202							
32 465							2 377
5 152							
6 111							69
261							
1 146							
46							
1 665							17
58							
709							
11							
577							4
11							
1 570		200					105
46							
52 062		2 801					2 597
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.							
		23 173					
		23 173					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14		**Aide financière aux études**			
1. Bourses consécutives aux prêts	288 050			288 050	
2. Intérêts et remboursements aux banques	154 188	93 172		61 016	
Permanents 1	33 088			33 088	
Ajustements négatifs de provisions				(17 424)	
3. Autres bourses	12 158			12 158	
4. Administration de l'aide financière aux études	20 592		1 096	18 754	13 464
Ne nécessitant pas de crédits				9 917	
TOTAL	508 077	93 172	1 096	405 560	13 464

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	6 422 205			6 422 205	
2. Commissions scolaires à statut particulier	228 278			228 278	
3. Service de la dette des commissions scolaires	684 903			684 903	
4. Enseignement privé	446 495			446 495	
5. Soutien à des partenaires en éducation	45 931			45 931	
6. Aide au transport scolaire	275 289			275 289	
TOTAL	8 103 101			8 103 101	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.							
		288 050					
		61 016					
	33 088						
	(17 424)						
		12 158					
5 290							743
9 917							
15 207	15 665	361 224					743
Ce programme vise à rendre accessible aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.							
		6 422 205					
		228 278					
		684 903					
		446 495					
		45 931					
		275 289					
		8 103 101					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		**Enseignement supérieur**			
1. Cégeps	1 440 704			1 440 704	
2. Universités	2 679 093			2 679 093	
3. Enseignement privé au collégial	95 763			95 763	
4. Service de la dette des cégeps	222 692			222 692	
5. Service de la dette des universités	304 644			304 644	
6. Soutien à des partenaires en éducation	7 071			7 071	
TOTAL	4 749 967			4 749 967	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		**Développement du loisir et du sport**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 135			37 135	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	28 959			28 959	
TOTAL	66 094			66 094	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.							
		1 440 704					
		2 679 093					
		95 763					
		222 692					
		304 644					
		7 071					
		4 749 967					
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.							
		37 135					
		28 959					
		66 094					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents 1	94 798			94 798	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents 2	637 930			637 930	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents 3	168 194	65 156 [4]		103 038	
TOTAL	900 923	65 156		835 767	

1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c.R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
4 Montant porté à la dette nette pour le changement de la période d'amortissement des gains et pertes actuariels.

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	13 570 574	93 172	20 357	13 453 705	95 789
Permanents	934 020	65 156		868 864	
Ne nécessitant pas de crédits				15 703	
Ajustements négatifs de provisions				(17 424)	
TOTAL	**14 504 594**	**158 328**	**20 357**	**14 320 849**	**95 789** [1]

1 Incluant 12 049 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.							
		94 798					
		637 930					
		103 038					
		835 767					
51 556		13 306 360					3 340
10	33 088	835 767					
15 703							
	(17 424)						
67 269	**15 665**	**14 142 127**					**3 340**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 801		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 173		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	288 050		
Intérêts et remboursements aux banques	61 016		
Autres	12 158		
Total du programme 3	361 224		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	11 380		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 650 482		
Enseignement privé	446 495		
Programme d'action communautaire	17 135		
Service de la dette des commissions scolaires	684 903		
Transport scolaire	275 289		
Autres	17 416	70	10
Total du programme 4	8 103 101	70	10
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 440 704		
Enseignement privé au collégial	95 763		
Universités	2 679 093		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	222 692		
Service de la dette des universités	304 644		
Autres	7 071		
Total du programme 5	4 749 967		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 836		
Kino-Québec	2 534		
Promotion du loisir	13 804		
Promotion du sport	21 413		
Soutien aux équipements de loisir	316		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 015		
Autres	176		
Total du programme 6	66 094		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
1 373	34	1 090	304		2 801	2 738
				23 173	23 173	21 838
			288 050		288 050	291 939
			61 016		61 016	83 000
3 007			9 151		12 158	10 127
3 007			358 217		361 224	385 066
		11 380			11 380	9 380
6 650 482					6 650 482	6 436 617
446 495					446 495	422 234
		17 135			17 135	16 812
684 903					684 903	616 453
275 289					275 289	254 420
838		16 498			17 416	16 020
8 058 007		45 014			8 103 101	7 771 936
1 440 704					1 440 704	1 370 760
95 763					95 763	91 699
2 679 093					2 679 093	2 178 273
222 692					222 692	206 140
304 644					304 644	294 649
3 438		2 633		1 000	7 071	5 504
4 746 334		2 633		1 000	4 749 967	4 147 026
			4 836		4 836	4 986
		2 534			2 534	2 572
	243	13 561			13 804	15 112
		21 413			21 413	17 520
	316				316	1 435
		23 015			23 015	20 828
		176			176	175
	559	60 698	4 836		66 094	62 627

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	637 930		
Régime de retraite des enseignants	94 798		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	103 038		
Total du programme 7	835 767		
Total des crédits et dépenses	**14 142 127**	**70**	**10**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
637 930					637 930	650 743
94 798					94 798	102 619
103 038					103 038	86 448
835 767					835 767	839 809
13 644 488	**593**	**109 435**	**363 358**	**24 173**	**14 142 127**	**13 231 040**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	10 361 004	10 361 004	9 735 806
Fonctionnement	1 758 408	1 758 408	1 593 254
Capital	713 187	713 187	559 479
Intérêt	551 499	551 499	596 755
Support	758 029	758 029	745 747
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**14 142 127**	**14 142 127**	**13 231 040**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 130	2 143
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	108
Divers	10	6
	2 487	2 258
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	108
	2 140	2 149
Intérêts		
Assistance-emploi	23 794	26 802
Divers	2	
	23 797	26 802
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	320	308
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 584	1 362
Subventions d'années antérieures	10 669	9
Assistance-emploi	48 509	54 109
Assistance-emploi - R.R.Q.	2 321	2 649
Assistance-emploi - pensions alimentaires	19 245	20 096
Assistance-emploi - garants défaillants	3 023	3 465
Divers	(1)	4
	85 351	81 696
	111 608	110 955
Total des revenus autonomes	111 608	110 955
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	657 519	655 757
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	116 000 [1]	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 554	783
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	8 380	2 845
	783 453	659 384
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 554	783
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	8 380	2 845
Total des transferts du gouvernement fédéral	773 519	655 757
Total des revenus	**885 126**	**766 712**

1 L'augmentation est attribuable à la signature, le 27 mars 2009, de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Mesures d'aide à l'emploi**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	890 049			889 387	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	46				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	6 293				
TOTAL	896 388			889 387	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**Mesures d'aide financière**			
1. Aide aux personnes et aux familles	2 794 924	200		2 788 063	
Permanents 1	8 981			8 981	
2. Action communautaire	11 016			10 911	
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	23 240			20 966	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 300				
TOTAL	2 839 462	200		2 828 921	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.							
			889 387		620		42
							46
							6 293
			889 387		620		6 381
Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.							
		2 780 744	7 319				6 661
	8 981						
		3 751	7 160				105
		20 966					2 274
							1 300
	8 981	2 805 461	14 479				10 340

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Administration**			
1. Direction	15 988	2		14 967	11 294
Permanents 1	10			10	
2. Services à la gestion	171 170		75	146 816	23 189
Permanents 2	2				
Ne nécessitant pas de crédits				98	
3. Centre de recouvrement	12 040		5	11 070	9 526
Permanents 3	11			11	
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	23 893	1	15	20 726	10 442
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	259 033	2	166	258 027	109 725
6. Politiques	6 021			5 853	5 208
TOTAL	488 168	5	261	457 580	169 384

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 215 014	205	261	4 166 788	169 384
Permanents	9 004			9 002	
Ne nécessitant pas de crédits				98	
TOTAL	**4 224 018**	**205**	**261**	**4 175 888**	**169 384** [1]

1 Incluant 27 905 à l'égard de 300 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.							
3 174		500			80	931	8
10							
55 375			68 251		6 007	11 699	6 573
							2
98							
1 545						312	652
11							
4 982		5 303				890	2 261
31 871			116 431			577	261
624		22				164	3
97 689		5 825	184 683		6 087	14 574	9 760
97 570		2 811 286	1 088 549		6 707	14 574	26 480
21	8 981						2
98							
97 689	**8 981**	**2 811 286**	**1 088 549**		**6 707**	**14 574**	**26 482**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Pacte pour l'emploi	4 000		
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	2 758		
Aide aux personnes et aux familles	2 786 605	64	11
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	23 240		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	1 099		1
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 300		
Total du programme 2	2 815 002	64	12
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	7 557		
Autres	545	3	
Total du programme 3	8 102	3	
Total des crédits et dépenses	**2 827 103**	**67**	**12**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		2 748			2 748	3 132
1	7	7 398	2 772 824	439	2 780 744	2 774 744
			18 992	1 974	20 966	20 413
6	25	972			1 003	639
7	32	11 118	2 791 816	2 413	2 805 461	2 798 929
				5 303	5 303	6 556
24	17	457		22	522	530
24	17	457		5 325	5 825	7 086
30	**49**	**11 575**	**2 791 816**	**7 738**	**2 811 286**	**2 806 015**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	6 576	4 947	5 912
Fonctionnement	2 582	1 956	2 274
Capital	373	373	439
Intérêt			21
Support	2 817 573	2 804 009	2 797 369
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 827 103**	**2 811 286**	**2 806 015**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	113 324	112 744	116 101
Fonctionnement	58 439	58 439	46 038
Capital	21 727	12 000	17 683
Intérêt	1 500	1 500	1 858
Support	903 907	903 866	831 656
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 098 897**	**1 088 549**	**1 013 335**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	167	52
Honoraires - dossiers publics	10 187	9 808
Divers	24	21
	10 378	9 882
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	76	85
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	340	28
Subventions d'années antérieures	829	1 741
	1 169	1 769
	1 248	1 854
Total des revenus autonomes	11 626	11 736
Total des revenus	**11 626**	**11 736**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20		**Planification, recherche et administration**			
1. Planification, recherche et administration	41 826		8 635	24 130	13 126
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 394	
TOTAL	41 836		8 635	25 534	13 126
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**Mesures d'aide à la famille**			
1. Gestion des services à la famille	21 725	299	13	21 373	13 993
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 730 774			1 730 073	
3. Service de la dette des centres de la petite enfance	20 960			20 960	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	48 900			48 900	
5. Soutien aux enfants	32 777			32 777	
Permanents 1	500				
6. Organismes communautaires	16 089			16 089	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	993		2	989	790
TOTAL	1 872 718	299	15	1 871 162	14 783
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.							
8 298		2 706					9 061
10							
1 394							
9 702		2 706					9 061
Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.							
1 041		6 339					39
		1 730 073					701
		20 960					
		48 900					
		32 777					
							500
		16 089					
199							2
1 240		1 855 139					1 242

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Condition des aînés**			
1. Conseil des aînés	959			959	559
2. Secrétariat aux aînés	13 319			13 319	1 573
TOTAL	14 279			14 278	2 133
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Curateur public**			
1. Curateur public	46 892	1	5 429	38 058	27 452
Permanents 1	10 282			10 282	8 786
Permanents 2	100			2	
Ne nécessitant pas de crédits				1 164	
TOTAL	57 274	1	5 429	49 506	36 238

1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 975 215	300	14 079	1 947 628	57 494
Permanents	10 892			10 293	8 786
Ne nécessitant pas de crédits				2 559	
TOTAL	**1 986 106**	**300**	**14 079**	**1 960 480**	**66 280** [1]

1 Incluant 6 330 à l'égard de 60 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.							
399		1					
1 451		10 294					
1 850		10 295					
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.							
10 606							3 404
1 496							
	2						98
1 164							
13 267	2						3 502
21 995		1 868 140				1	13 207
1 506	2						598
2 559							
26 059	**2**	**1 868 140**				**1**	**13 805**

FAMILLE ET AÎNÉS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	2 706		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	32 584		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	193		
Organismes communautaires - famille	16 089		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	48 900		
Service de la dette des centres de la petite enfance	20 960		
Subvention annuelle des garderies	343 874	343 874	
Subvention de la garde en milieu familial	483 953		
Subvention des centres de la petite enfance	900 904	46	
Subventions de développement et d'investissements	1 343		
Autres	6 339		
Total du programme 2	1 855 139	343 919	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	2 263		
Soutien aux initiatives visant le respect des aînés (SIRA)	4 183		
Stratégie d'action en faveur des aînés	3 688		
Autres	161		
Total du programme 3	10 295		
Total des crédits et dépenses	**1 868 140**	**343 919**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
78	738	1 640		250	2 706	1 932
				32 584	32 584	33 144
			193		193	952
		16 089			16 089	14 180
		48 900			48 900	45 250
		20 960			20 960	14 173
					343 874	316 012
		483 953			483 953	466 007
		900 859			900 904	844 732
		1 343			1 343	294
		6 339			6 339	5 952
		1 478 443	193	32 584	1 855 139	1 740 695
		2 263			2 263	2 129
		4 183			4 183	
	64	3 624			3 688	2 732
		161			161	101
	64	10 231			10 295	4 962
78	**802**	**1 490 314**	**193**	**32 834**	**1 868 140**	**1 747 590**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	32 709	32 709	33 144
Capital	12 494	12 494	8 172
Intérêt	9 480	9 480	6 164
Support	1 813 457	1 813 457	1 700 110
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 868 140**	**1 868 140**	**1 747 590**

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Impôt sur le revenu et les biens			
Cotisations au Fonds des services de santé			
Cotisations des employeurs	5 458 124		5 203 130
Cotisations des particuliers	173 323	1	200 459
	5 631 447		5 403 589
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Garantie de prêts - sociétés d'état	174 777		168 310
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	230 197	2	184 158
Divers	22		31
	404 995		352 500
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	230 197	2	184 158
	174 798		168 342
Intérêts			
Comptes de banque	2 666		5 529
Dividendes	68 900	3	
Fonds de la réserve budgétaire	19 470	4	
Compte du gouvernement du Canada	(59)		(597)
Divers			1
	90 977		4 932
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	22 738	5	38 326
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	875		455
Contributions volontaires			487
Surplus - fonds spéciaux et organismes		6	25 926
	875		26 867
	289 388		238 467

1 La diminution est attribuable en partie aux ajustements relatifs à la conciliation des recettes pour les années antérieures.

2 La variation est attribuable aux versements prévus à l'entente.

3 L'augmentation est attribuable aux dividendes versés par la Société immobilière du Québec (65 000) et la Société d'investissement dans la diversification de l'exploration (3 900).

4 L'augmentation est attribuable au placement de 1 100 millions de dollars effectué en mars 2008 en vertu des dispositions de la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1).

5 La variation est attribuable au montant reçu en vertu de l'article 27 de la Loi sur les dépôts et consignations relatif aux sommes déposées et non réclamées et à la diminution des chèques en circulation périmés.

6 La variation est attribuable aux sommes reçues en 2007-2008 lors de la fermeture du Fonds spécial olympique.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Revenus provenant des entreprises du gouvernement			
Société des alcools du Québec	806 000	7	762 000
Loto-Québec	1 375 400	7	1 361 000
Hydro-Québec	2 252 000	7	2 095 000
Autres		7	
	4 433 400		4 218 000
Total des revenus autonomes	10 354 235		9 860 057
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation	8 028 426	B	7 160 352
Transferts pour la santé	3 739 565	C	3 924 640
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 266 942	D	1 515 958
Autres programmes	(229 703)	E	(56 092)
Total des transferts du gouvernement fédéral	12 805 230		12 544 859
Total des revenus	**23 159 466**		**22 404 916**

7 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec	1 569		(1 093)
Loto-Québec	6		(781)
Hydro-Québec	846 000		831 000
Autres	(257 626)	A	(22 101)
Ajustements de consolidation	(10 009)		
	579 940		807 025
Dividendes déclarés	4 433 400		4 218 000
	5 013 340		5 025 025

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

		2009		2008
A) Autres				
Capital Financière agricole inc.		(7 189)		(3 127)
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		(2)		(264)
IQ FIER inc.		(13 269)		(7 948)
IQ Immigrants Investisseurs inc.		10 625		13 687
Société générale de financement du Québec		(244 354)	8	(6 146)
Société Innovatech du Grand Montréal		405		43
Société Innovatech du Sud du Québec		(310)		140
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches		(3 580)	9	(15 241)
Société Innovatech Régions Ressources		48		(3 245)
		(257 626)		(22 101)
B) Péréquation				
2008-2009		8 028 426		
2007-2008				7 160 352
		8 028 426		7 160 352
C) Transferts pour la santé				
Droits totaux				
2008-2009		8 478 479		
2007-2008		73 268		8 046 000
2006-2007		9 405		58 553
2005-2006		8 586		13 528
2004-2005				(3 916)
		8 569 739		8 114 166
Transferts fiscaux				
2008-2009		(2 959 296)		
2007-2008		(77 529)		(2 796 000)
2006-2007		(17 010)		5 011
2005-2006		(15 443)		(9 112)
2004-2005				1 753
		(3 069 277)		(2 798 348)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)				
2008-2009		(1 862 690)		
2007-2008		(29 766)		(1 768 000)
2006-2007		(15 226)		47 188
2005-2006		(9 395)		6 220
		(1 917 076)		(1 714 591)

8 La diminution est principalement attribuable à la dévaluation de certains placements ainsi qu'à la réalisation de pertes à la suite de la disposition de participations dans des sociétés.

9 La variation s'explique principalement par des pertes sur disposition de placements moins élevées ainsi qu'à l'augmentation des plus-values non matérialisées sur certains placements.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
C) Transferts pour la santé (suite)		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	68 180	281 413
Fiducie pour les garanties sur les délais d'attente	42 000	42 000
Fonds fiduciaire pour le développement du vaccin VPH	46 000	
	3 739 565	3 924 640
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2008-2009	2 452 487	
2007-2008	(3 795)	2 219 104
2006-2007	7 114	35 523
2005-2006	5 783	8 823
2004-2005		(2 377)
	2 461 589	2 261 073
Transferts fiscaux		
2008-2009		
2007-2008		
2006-2007	(10 586)	3 232
2005-2006	(9 498)	(5 552)
2004-2005		1 075
	(20 084)	(1 245)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2008-2009	(1 141 648)	
2007-2008	(17 856)	(1 084 000)
2006-2007	(9 429)	29 019
2005-2006	(5 629)	3 684
	(1 174 563)	(1 051 298)
Fiducie infrastructure en matière d'éducation postsecondaire		248 939
Transfert pour les garderies		58 489
	1 266 942	1 515 958
E) Autres programmes		
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2008-2009	(690 339)	
2007-2008		(616 085)
	(690 339)	(616 085)
Bilinguisme		
2008-2009	38 524	
2007-2008		38 524
	38 524	38 524

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
E) Autres programmes (suite)		
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008)	58 000	
Régime canadien de prêts aux étudiants	138 514	112 020
Fiducie infrastructure transport en commun	7 937	116 343
Fiducie logement abordable	11 517	187 434
Fiducie logement autochtone hors réserves	14 413	26 167
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	27 001	31 822
Subside basé sur la population	5 353	5 302
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	1 477	29 982
Compensation taxe sur le capital	43 900	12 400
Fonds pour le recrutement de policiers	19 000	
Fiducie pour le développement communautaire	95 000	
	(229 703)	(56 092)

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Direction du Ministère**			
1. Direction et services à la gestion	27 935	14	909	27 013	13 206
Permanents 1	10			10	
Permanents 2	3				
Ne nécessitant pas de crédits				1 139	
2. Institut de la statistique du Québec	14 323			14 323	
3. Société de financement des infrastructures locales du Québec	132 200			132 200	
TOTAL	174 470	14	909	174 684	13 206

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	16 901			13 090	12 299
Ne nécessitant pas de crédits				45	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	8 068		353	6 269	6 090
3. Frais de services bancaires					
Permanents 1	6 343			5 382	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	15 996		26	13 828	13 478
Ne nécessitant pas de crédits				437	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 000			6 858	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	4 832				
TOTAL	62 141		378	45 909	31 867

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.							
13 606		200					
10							
							3
1 139							
		14 323					
		132 200					
14 755		146 723					3
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire, la réalisation d'analyses économiques et le financement des infrastructures.							
791					3 811		
45							
179					600		847
5 382							961
350					300		1 842
437							
4 276		2 133	450		1 000	1 465	678
					900		3 932
11 460		2 133	450		6 611	1 465	8 260

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-30		**Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite**			
1. Service de la dette directe					
Permanents 1	4 736 000			4 372 324	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
Permanents 2	2 185 714	14 714 3		2 116 075	
3. Intérêts sur le régime des rentes de conjoints survivants					
Ne nécessitant pas de crédits				(3 829)	
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés	19 208			19 208	
TOTAL	6 940 922	14 714		6 503 778	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c.R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

3 Montant porté à la dette nette pour le changement de la période d'amortissement des gains et pertes actuariels.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	249 463	14	1 288	232 788	45 074
Permanents	6 928 069	14 714		6 493 791	
Ne nécessitant pas de crédits				(2 207) 1	
TOTAL	**7 177 533**	**14 728**	**1 288**	**6 724 371**	**45 074** 2

1 Incluant 3 829 pour une dépense négative.

2 Incluant 9 682 à l'égard de 87 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.							
				4 372 324			363 676
				2 116 075			54 925
				(3 829)			
				19 208			
				6 503 778			418 600
19 201		148 855	450	19 208	6 611	1 465	7 299
5 391				6 488 400			419 564
1 622				(3 829)			
26 215		**148 855**	**450**	**6 503 778**	**6 611**	**1 465**	**426 863**

FINANCES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	14 323		
Société de financement des infrastructures locales du Québec	132 200		
Autres	200		
Total du programme 1	146 723		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Autres	3 350		
Total des crédits et dépenses	**150 073**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
				14 323	14 323	14 323
				132 200	132 200	
		200			200	199
		200		146 523	146 723	14 521
		2 110	23		2 133	2 490
		2 310	**23**	**146 523**	**148 855**	**17 011**

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	11 626	11 626	11 385
Fonctionnement	2 696	2 696	2 938
Support	135 750	134 533	2 688
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**150 073**	**148 855**	**17 011**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	450	450	450
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**450**	**450**	**450**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	3 060	3 105
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 436	1 419
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	32 276	25 392
Certificat d'acceptation - travailleurs	2 312	4 409
Certificat d'acceptation - étudiants	2 452	
	41 536	34 325
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 921	1 593
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	22	87
Divers	5	4
	1 947	1 684
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	22	87
	1 926	1 597
Recouvrements		
Divers	44	39
	1 970	1 637
Total des revenus autonomes	43 506	35 961
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	218 538	202 364
Total des transferts du gouvernement fédéral	218 538	202 364
Total des revenus	**262 044**	**238 325**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Immigration, intégration et communautés culturelles**			
1. Immigration	19 732	25		19 708	13 216
2. Francisation	62 364		24	62 340	29 117
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	45 958			45 958	16 559
4. Direction, information et services centralisés	33 347	4	2 317	26 331	15 376
Permanents 1	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 926	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	161 411	28	2 341	157 271	74 268

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Organisme relevant du ministre**			
1. Conseil des relations interculturelles	821			802	537
Ne nécessitant pas de crédits				2	
TOTAL	821			804	537

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	162 222	28	2 341	155 138	74 805
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 928	
TOTAL	**162 232**	**28**	**2 341**	**158 075**	**74 805** [1]

1 Incluant 5 748 à l'égard de 60 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.							
6 492							
20 893		12 330					
6 984		22 415					
10 668		287					4 696
10							
2 926							
47 972		35 032					4 696
Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.							
265					19		
2							
267					19		
45 301		35 032			19		4 696
10							
2 928							
48 239		**35 032**			**19**		**4 696**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	9 254		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 898		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	12 330		
Programme d'appui aux relations interculturelles	2 609		
Programme de soutien à la pleine participation et à l'ouverture à la diversité	969		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	1 039		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	625		
Programme régional d'intégration	5 021		
Autres	287		
Total du programme 1	35 032		
Total des crédits et dépenses	**35 032**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		9 254			9 254	7 919
			2 898		2 898	2 236
			12 330		12 330	9 967
		2 609			2 609	2 015
9		957	3		969	563
		1 039			1 039	637
		625			625	1 029
123	3 325	1 573			5 021	3 596
7	2	279			287	325
138	3 327	16 336	15 231		35 032	28 287
138	**3 327**	**16 336**	**15 231**		**35 032**	**28 287**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	35 032	35 032	28 287
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**35 032**	**35 032**	**28 287**

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Droits et permis			
Autres			
Publicité légale des entreprises	217		201
Vendeurs itinérants	244		225
Studio de santé	98		90
Agents de voyage	716		678
Divers	70		78
	1 345		1 274
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formules et documents	550		541
Location de chambres et pension	101		100
Recouvrements de tiers	143		224
Actes judiciaires	35 395		29 759
Actes juridiques	39 248	1	23 663
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	16		8
Divers	4		5
	75 456		54 302
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	16		8
	75 441		54 293
Intérêts			
Prêts			115
Divers	1		159
	1		273
Amendes et confiscations			
Infractions au code de la sécurité routière	70 478	2	46 098
Infractions au code criminel	8 989		7 455
Infractions à diverses lois	16 751		16 801
Aide aux victimes d'actes criminels	18 750		13 889
Divers	10		11
	114 977		84 254
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	2 889		753
Surplus - fonds spéciaux et organismes	217		515
	3 105		1 268
	193 524		140 089
Total des revenus autonomes	194 869		141 362

1 La variation est principalement attribuable à un rattrapage dans le traitement des constats d'infraction et à l'augmentation des tarifs judiciaires.

2 L'augmentation est principalement attribuable à un rattrapage dans le traitement des constats d'infraction et à la hausse du tarif des amendes.

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 606	26 200
Conseillers juridiques auprès des autochtones	498	490
Mesures québécoises de justice familiale	2 742	2 742
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	371	322
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	87	98
Divers	77	72
	30 382	29 924
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	371	322
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	87	98
Total des transferts du gouvernement fédéral	29 924	29 504
Total des revenus	**224 792**	**170 866**

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Activité judiciaire**			
1. Magistrature	2 406		139	2 267	1 875
Permanents 1	68 974			68 974	65 498
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents 1	2 551			2 551	338
3. Soutien à la magistrature	25 618	3	120	25 495	23 671
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents 1	204			58	
TOTAL	99 753	3	260	99 344	91 383
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Administration de la justice**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	83 022		1 432	81 589	55 248
2. Affaires juridiques et législatives	34 673		1	34 672	32 349
3. Direction, planification et services à l'organisation	136 664	1	5 034	131 629	29 152
Permanents 1	5 500			5 052	
Permanents 2	5 357			5 357	5 357
Permanents 3	7			7	
Ne nécessitant pas de crédits				11 310	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	11 885		1 452	10 433	7 345
5. Système intégré d'information de justice	5 386		5 386		
TOTAL	282 493	1	13 305	280 050	129 451

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.							
392							
3 476							
2 213							
1 824							
58							146
7 961							146
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.							
25 355		986					
2 323							
86 406		875	15 197				
	5 052						448
7							
11 310							
3 088							
128 490	5 052	1 860	15 197				448

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 228			11 228	
2. Conseil de la justice administrative	344			344	167
TOTAL	11 571			11 571	167
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Aide aux justiciables**			
1. Commission des services juridiques	128 874			128 874	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	720			720	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents 1	85 453			85 453	
4. Loi sur le civisme					
Permanents 2	1 394			1 394	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 902	1	302	14 599	10 930
Ne nécessitant pas de crédits				220	
TOTAL	231 342	1	302	231 259	10 930

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).
2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.							
		11 228					
176							
176		11 228					
Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.							
		128 874					
		720					
10 732		74 721					
201		1 193					
3 669							
220							
14 821		205 507					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		**Organisme de protection relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	7 900	2	113	7 785	5 848
Ne nécessitant pas de crédits				60	
TOTAL	7 900	2	113	7 845	5 848
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	70 608	4	2 492	68 112	54 948
Ne nécessitant pas de crédits				741	
TOTAL	70 608	4	2 492	68 853	54 948
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	534 228	10	16 471	517 747	221 533
Permanents	169 439			168 845	71 194
Ne nécessitant pas de crédits				12 331	
TOTAL	**703 667**	**10**	**16 471**	**698 922**	**292 727** [1]

1 Incluant 12 396 à l'égard de 127 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).							
1 936		1					
60							
1 997		1					
Ce programme géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.							
13 164							
741							
13 905							
138 334		142 683	15 197				
16 686	5 052	75 914					594
12 331							
167 351	**5 052**	**218 596**	**15 197**				**594**

JUSTICE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	252		
Autres	1 608		
Total du programme 2	1 860		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 228		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	1 193		
Aide juridique	47 346		
Commission des services juridiques	81 528		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	422		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	74 721		
Total du programme 4	205 507		
Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre			
Bourse d'étude	1		
Total des crédits et dépenses	**218 596**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		252			252	5 000
		1 608			1 608	2 296
		1 860			1 860	7 296
				11 228	11 228	10 149
			1 193		1 193	731
			47 346		47 346	48 401
				81 528	81 528	78 111
			298		298	298
				422	422	422
			74 721		74 721	73 970
			123 557	81 950	205 507	201 934
			1		1	1
		1 860	**123 558**	**93 177**	**218 596**	**219 380**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	73 684	73 684	119 420
Fonctionnement	18 971	18 971	17 141
Capital	523	523	523
Support	125 419	125 419	82 297
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**218 596**	**218 596**	**219 380**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération			262
Fonctionnement			557
Support	15 197	15 197	14 316
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 197**	**15 197**	**15 136**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	344	246
Divers	16	10
	360	256
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	344	246
	16	10
Intérêts		
Divers	1	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	233	106
Divers	4	
	237	106
	254	116
Total des revenus autonomes	254	116
Total des revenus	**254**	**116**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Affaires internationales**			
1. Direction, analyse et politiques	14 272	4		14 268	5 943
Permanents 1	687	1		686	
2. Représentation du Québec à l'étranger	72 357	1 032	23 426	47 872	31 299
Ne nécessitant pas de crédits				2 120	
3. Affaires bilatérales et francophonie	40 308	9		40 291	5 357
4. Protocole, missions, événements et services ministériels	25 148	494	2 655	21 989	12 040
Ne nécessitant pas de crédits				1 228	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec					
TOTAL	152 771	1 539	26 081	128 453	54 640

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	152 084	1 538	26 081	124 419	54 640
Permanents	687	1		686	
Ne nécessitant pas de crédits				3 348	
TOTAL	**152 771**	**1 539**	**26 081**	**128 453**	**54 640** [1]

1 Incluant 8 815 à l'égard de 79 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.							
1 587		6 737					
686							
16 573							27
2 120							
2 159		32 775					8
9 919		29					10
1 228							
34 272		39 541					45
30 238		39 541					45
686							
3 348							
34 272		**39 541**					**45**

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Contribution du Québec au Sommet de la Francophonie (Québec 2008)	8 485		
Organismes de la Francophonie	12 763		
Organismes voués à la jeunesse	5 127		
Programmes de coopération	1 758		38
Québec sans frontières et autres	3 654	11	
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4 204	23	3
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	990	49	
Autres	2 563	23	
Total du programme 1	39 543	106	41
Total des crédits et dépenses	**39 543**	**106**	**41**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		8 484			8 484	6 196
39	15	12 709			12 763	9 481
1		5 126			5 127	4 866
398	73	713	221	316	1 758	1 852
201		3 441			3 654	3 669
16	7	4 153	2		4 204	4 088
287		567	86		990	855
602	500	1 081	326	30	2 563	2 022
1 544	595	36 274	635	346	39 541	33 028
1 544	**595**	**36 274**	**635**	**346**	**39 541**	**33 028**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	39 543	39 541	33 028
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**39 543**	**39 541**	**33 028**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Droits et permis			
Ressources forestières			
Coupe de bois - usage domestique	209		193
Usines de transformation du bois	616		670
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	141 946	1	160 727
Érablières	1 597		1 529
Intervention - travaux d'utilité publique	113		77
Intervention - activités minières	100		102
Intervention - aménagement faunique et récréatif	45		64
Traitements sylvicoles réguliers	(133 257)		(142 300)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(5 343)		(11 380)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(3 346)		(7 047)
Divers	39		22
	2 719		2 657
Ressources minières			
Exploitation minière	(10 301)	2	43 987
Claim	10 893		11 315
Exploitation par baux	1 527		1 534
Recherche de réservoir souterrain	397		272
Renseignements généraux	19		79
Exploitation - sable, gravier et autres	3 512		2 803
Divers	27		40
	6 075		60 029
Ressources hydrauliques			
Forces hydrauliques	(809)		3 469
Énergie électrique produite	(20)	3	15 486
Régimes des eaux	1 712		1 669
	883		20 624
Autres			
Permis de recherche			83
Recherche de pétrole et de gaz naturel	995		672
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	65		61
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 026		27 485
Permis commerciaux et particuliers	159		163
Droits pour activités commerciales	1 719		958
Divers	27		39
	29 991		29 461
	39 668		112 771

1 La variation s'explique par la diminution du volume de bois facturé ainsi que par la baisse du prix moyen du bois.

2 La variation est principalement attribuable à la diminution des droits miniers à la suite de la baisse des profits annuels des compagnies minières.

3 La variation s'explique par le transfert au Fonds des générations de la totalité des redevances hydrauliques à compter du 1er janvier 2008.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	234	249
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique	2 556	
Terres de l'état	5 478	3 331
Terrains et bâtisses	4	1 214
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	152	148
Frais de vente et de location de terrains	395	599
Location et concessions	10 903	10 999
Enregistrement de transferts	185	209
Frais d'inscription aux tirages au sort	497	296
Gains sur dispositions d'immobilisations	329	284
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	185	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 925	1 471
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	279	107
Divers	107	52
	24 230	18 958
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 925	1 471
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	279	107
	21 026	17 381
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	465	742
Droits sur les profits d'exploitation minière	828	(71)
Paiements de redevances hydrauliques	(3)	(3 516)
Débiteurs	56	49
	1 346	(2 795)
Amendes et confiscations		
Dépôts	2 016	47
Infractions à la Loi sur les forêts	48	107
Divers	41	47
	2 106	201
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	426	275
Subventions d'années antérieures	1 150	2 570
	1 576	2 845
	26 053	17 631
Total des revenus autonomes	65 721	130 402

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	(275)	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	20	
	(255)	
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	(275)	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	20	
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**65 721**	**130 402**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Gestion des ressources naturelles et fauniques**			
1. Connaissance et gestion du territoire	8 404	1	2 107	6 296	4 902
Ne nécessitant pas de crédits				591	
2. Gestion de la ressource forestière	353 309	121 000 [6]		232 309	
Permanents 1	15 000			5 037	
Permanents 2	20			20	
3. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	74 299	7	6 263	68 029	40 742
Ne nécessitant pas de crédits				5 673	
4. Développement et gestion des ressources énergétiques et minérales	61 778	1	1 772	60 004	15 239
Permanents 3	3 975			3 975	
Ne nécessitant pas de crédits				1 965	
5. Direction du Ministère et services à la gestion	41 243	13	2 948	38 282	14 533
Permanents 4	362				
Permanents 5	12			12	
Ne nécessitant pas de crédits				8 154	
6. Opérations régionales	164 120	1	12 294	151 825	77 969
Ne nécessitant pas de crédits				3 364	
7. Forestier en chef	6 859		148	6 712	4 362
Ne nécessitant pas de crédits				652	
TOTAL	729 382	121 023	25 533	592 900	157 749

1 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).
2 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
5 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
6 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2007-2008.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	710 012	121 023	25 533	563 455	157 749
Permanents	19 370			9 045	
Ne nécessitant pas de crédits				20 400	
TOTAL	**729 382**	**121 023**	**25 533**	**592 900**	**157 749** [1]

1 Incluant 20 259 à l'égard de 217 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.							
1 388		5					
591							
29 870			202 439				
5 037							9 963
		20					
19 576		7 711					
5 673							
5 762		6 603	32 400				
	3 975						
1 965							
15 260		581	7 909				
							362
12							
8 154							
25 110		8 421	40 325				
3 364							
2 349							
652							
124 763	3 975	23 341	283 072				10 326
99 314		23 321	283 072				1
5 049	3 975	20					10 325
20 400							
124 763	**3 975**	**23 341**	**283 072**				**10 326**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Aide à l'exploration minérale	90	90	
Aide à la recherche et au développement	803		
Assistance à l'industrie minérale	1 986	1 736	
Commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)	5 760		
Enfouissement des fils électriques	1 416		
Extension du réseau gazier	2 309	2 309	
Prêts forestiers	20		
Soutien dans les milieux autochtones	7 278		
Autres	3 680		
Total du programme 1	23 341	4 135	
Total des crédits et dépenses	**23 341**	**4 135**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
					90	2 426
13		285		505	803	200
		250			1 986	1 390
		5 760			5 760	1 960
	1 416				1 416	666
					2 309	1 155
				20	20	20
	3 630	3 648			7 278	8 637
1	1 261	2 338		80	3 680	1 530
13	6 306	12 281		605	23 341	17 984
13	**6 306**	**12 281**		**605**	**23 341**	**17 984**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	311	311	
Capital	3 262	3 262	1 846
Intérêt	2 312	2 312	
Support	17 456	17 456	16 138
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**23 341**	**23 341**	**17 984**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	66 464	66 464	63 951
Fonctionnement	112 417	112 417	107 280
Capital	12 401	12 400	12 400
Intérêt	16 130	16 130	17 226
Support	75 660	75 660	87 765
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**283 072**	**283 072**	**288 622**

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	17 948 940		18 648 078
Impôt des sociétés	4 175 508	1	4 818 788
	22 124 448		23 466 866
Taxes à la consommation			
Vente	10 743 675		10 237 912
Carburants	1 635 734		1 656 433
Tabac	593 735		646 819
Boissons alcooliques	429 617		421 233
	13 402 761		12 962 397
Droits et permis			
Boissons alcooliques			
Divers			(9)
Ressources forestières			
Profits d'exploitation forestière	(3 835)		(244)
Autres			
Honoraires - dossiers publics	3 045		3 951
Création et modification de personnes morales	10 948		17 137
Publicité légale des entreprises	42 541		39 235
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	627		540
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	677		724
Divers	29		22
	57 867		61 609
	54 032		61 356
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Photocopies de documents	205		188
Frais de perception	439		236
Perception - R.R.Q.	30 519		29 582
Gains sur dispositions d'immobilisations	38		51
Recouvrements de tiers	52		71
Actes judiciaires	249		215
Décisions anticipées	71		105
Gestion de la taxe sur les produits et services	124 357		138 499
Divers	17		
	155 947		168 948
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Gestion de la taxe sur les produits et services	124 357		138 499
	31 589		30 448

1 La diminution est principalement attribuable aux mesures fiscales notamment, l'abolition de la taxe sur le capital.

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Revenus divers (suite)			
Intérêts			
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	187 008		214 438
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	204 059	2	176 209
Taxe à percevoir sur la vente	74 757	3	100 332
Taxe à percevoir sur les carburants	64		(2 193)
Taxe à percevoir sur le tabac	21 566	2	10 458
Autres revenus à percevoir	111		(539)
Divers	(37)		(2)
	487 529		498 703
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	784		1 421
Infractions aux lois fiscales	1 849		1 420
Pénalités	244 574	4	272 394
Frais - chèques sans provision	1 771		2 011
Divers	11		13
	248 988		277 258
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	870		3 190
Contributions volontaires	114 800	5	
Divers			(2)
	115 670		3 189
	883 776		809 598
Total des revenus autonomes	36 465 016		37 300 217
Total des revenus	**36 465 016**		**37 300 217**

2 L'augmentation est attribuable aux activités de récupération fiscale.
3 La diminution s'explique par la baisse du taux d'intérêt moyen qui est passé de 9 % à 8 %.
4 La variation s'explique par l'augmentation de la provision pour non-réalisation de revenus.
5 L'augmentation s'explique par un règlement signé le 31 juillet 2008 avec deux manufacturiers de tabac.

Note

	2009	2008
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus:		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 532 745	6 136 682
Impôt des sociétés	2 506 399	2 106 580
Vente	5 580 835	5 630 679
Carburants	106 018	96 303
Tabac	10 110	12 711
Profits d'exploitation forestière	6 562	3 010
Divers	590	532

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Administration fiscale**			
1. Opérations régionales	159 026	43	2	158 852	150 229
2. Opérations concentrées	56 641		1 470	54 640	41 737
Permanents 1	35 040			35 040	
3. Technologies de l'information	79 218	1	4	79 209	37 164
4. Administration et support	140 183	175	1 879	102 986	41 141
Permanents 2	55				
Permanents 3	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 239	
5. Perception	42 839			42 839	
Permanents 4	797 520			797 520	
6. Pensions alimentaires	38 184			38 183	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	47 691	3		47 515	38 063
8. Administration provisoire des biens non réclamés	4 633			4 623	3 232
Permanents 5	3 045			3 045	1 661
9. Le Registraire des entreprises	7 003			6 965	4 721
TOTAL	1 411 087	222	3 356	1 373 664	317 950

1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
5 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	575 418	222	3 356	535 811	316 288
Permanents	835 669			835 614	1 661
Ne nécessitant pas de crédits				2 239	
TOTAL	**1 411 087**	**222**	**3 356**	**1 373 664**	**317 950** [1]

1 Incluant 35 345 à l'égard de 387 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.							
4 923		3 700					129
12 902							532
35 040							
42 045							4
25 657		112	36 076		27 972		7 171
							55
10							
2 239							
			42 839				
	797 520						
			38 183				1
7 101			2 351				173
1 391							10
861			522				
2 243							39
134 412	797 520	3 812	119 971		27 972		8 113
96 262		3 812	119 449		27 972		8 058
35 910	797 520		522				55
2 239							
134 412	**797 520**	**3 812**	**119 971**		**27 972**		**8 113**

REVENU

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions relatives aux modifications du crédit de maintien à domicile des personnes âgées	3 700		
Subventions à des organismes	124		
Total du programme 1	3 824		
Total des crédits et dépenses	**3 824**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
			3 700		3 700	
		112			112	123
		112	3 700		3 812	123
		112	**3 700**		**3 812**	**123**

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	3 824	3 812	123
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 824**	**3 812**	**123**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	81 779	81 022	71 879
Capital	38 949	38 949	54 709
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**120 728**	**119 971**	**126 587**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Droits et permis			
Autres			
Hôpitaux privés et autres institutions	1 614		1 663
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Tierces responsabilités - internes	7 531		6 222
Tierces responsabilités - externes	1 729		1 344
Assurance-hospitalisation - étrangers	169		149
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654		88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 053		335
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	38 886		43 806
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000		22 000
Divers	10		15
	190 032		192 525
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 053		335
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	38 886		43 806
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000		22 000
	98 093		96 384
Intérêts			
Débiteurs	347		618
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	2 520		6 221
Subventions d'années antérieures	(428)	1	25 355
	2 092		31 576
	100 533		128 578
Total des revenus autonomes	102 146		130 241
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Loi des jeunes contrevenants	36 683		36 783
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893		45 893
Services de traitement et de réadaptation		2	10 999
Achat et gestion d'antiviraux	4 466		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 241		843
	88 282		94 518
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 241		843
Total des transferts du gouvernement fédéral	87 041		93 675
Total des revenus	**189 188**		**223 916**

1 La diminution est principalement attribuable à l'application de la réforme comptable relative aux stocks acquis avant l'exercice 2007-2008.

2 La diminution est attribuable à la signature en 2007-2008 de l'entente relative au programme de traitement et de réadaptation en matière d'alcoolisme qui couvrait les quatre derniers exercices.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**Fonctions nationales**			
1. Direction et gestion ministérielle	100 092	12	773	99 306	50 012
Permanents 1	33			33	
Ne nécessitant pas de crédits				1 187	
2. Organismes-conseils	7 394	1		7 394	4 086
3. Activités nationales	255 102			265 949	
Permanents 2	419			194	
TOTAL	363 039	12	773	374 064	54 098

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**Fonctions régionales**			
1. Agences de la santé et des services sociaux	100 775			100 775	
2. Établissements de santé et de services sociaux	12 151 347	90 857 4		12 213 171	
Permanents 1	2 817 655			2 817 655 a	
3. Organismes communautaires et autres organismes	424 599			424 599	
4. Activités connexes	1 536 634	23 501 5		1 513 133	
Permanents 2	659 896			659 896	
Permanents 3	191 362	60 889 6		130 473	
5. Service de la dette	687 785			771 867	
TOTAL	18 570 053	175 247		18 631 569	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c.R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
4 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2007-2008.
5 Montant relatif pour l'acquisition de stocks.
6 Montant porté à la dette nette pour le changement de la période d'amortissement des gains et pertes actuariels.
a Incluant un montant de 2 797 000 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 817 655.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.							
49 295							
33							
1 187							
3 186		121					
5 356		260 593					(10 847)
		194					224
59 058		260 908					(10 623)
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.							
		100 775					
		12 213 171					(152 681)
		2 817 655					
		424 599					
22 652		1 490 481					
		659 896					
		130 473					
		771 867					(84 082)
22 652		18 608 918					(236 763)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**Office des personnes handicapées du Québec**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 763		81	12 544	8 488
Ne nécessitant pas de crédits				80	
TOTAL	12 763		81	12 624	8 488
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-12		**Régie de l'assurance maladie du Québec**			
1. Services médicaux					
Permanents 1	4 039 592			4 013 119	
2. Services optométriques					
Permanents 1	40 434			38 266	
3. Services dentaires					
Permanents 1	112 141			108 874	
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents 1	2 292 796			2 177 561	
5. Autres services					
Permanents 1	159 771			159 160	
6. Administration					
Permanents 1	106 226			106 226	
TOTAL	6 750 962 [a]			6 603 206 [a]	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

a Incluant un montant de 2 797 000 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 817 655, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 3 922 194 pour une dépense de 3 785 551.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.							
3 131		925			8		130
80							
3 211		925			8		130
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.							
		4 013 119					26 474
		38 266					2 168
		108 874					3 267
		2 177 561					115 236
		159 160					612
		106 226					
		6 603 206					147 756

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 * Sommaire : page 1-18		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Développement de la Capitale-Nationale	75 310	1 262	8	74 036	1 736
Permanents 1	635			446	
Ne nécessitant pas de crédits				10	
TOTAL	75 944	1 262	8	74 493	1 736

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

* Depuis le 18 décembre 2008, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c.E-18) et du décret 1164-2008, ce programme est sous la responsabilité du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et également ministre du ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale.

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 351 799	115 632	862	15 482 774	64 323
Permanents	10 420 961	60 889		10 211 904	
Ne nécessitant pas de crédits				1 278	
TOTAL	**25 772 760**	**176 521**	**862**	**25 695 956**	**64 323** [1]

1 Incluant 8 994 à l'égard de 86 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.							
446		69 338	2 516				3
	446						188
10							
456	446	69 338	2 516				191
84 066		15 331 870	2 516		8		(247 478)
33	446	10 211 425					148 168
1 278							
85 377	**446**	**25 543 295**	**2 516**		**8**		**(99 310)**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		Dépenses	
			ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales				
Programme d'intervention - hépatite C	2 383			1 199
Services hospitaliers hors-Québec	134 540	1		
Autres	113 362		307	2 888
Total du programme 1	250 285		307	4 087
Programme 2 - Fonctions régionales				
Achat de vaccins et de produits biologiques	96 996			94 667
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	91 600			91 358
Fonctionnement				
Agences de la santé et des services sociaux	100 775			
Établissements privés	443 785			443 740
Établissements publics	14 292 089	1	3 385	14 391 959
Loyer CHQ - établissements du réseau	142 271			142 132
Santé publique	74 407		116	73 117
Organismes communautaires	424 599		1 403	91
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	58 448		275	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	659 896			659 896
Régime de retraite du personnel d'encadrement	130 473			130 473
Rémunération des internes et résidents	156 345			
Ressources de type familial	221 877			221 864
Service de la dette	687 785	1		587 550
Système du sang	290 449			259 447
Transporteurs ambulanciers	297 063		232 401	406
Autres	203 296		5 494	99 088
Total du programme 2	18 372 154		243 074	17 195 788
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	928			90
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Aides techniques	145 829			
Bourses d'études et de recherche	13 942			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	106 226			
Services dentaires	112 141			
Services médicaux	4 039 592			
Services optométriques	40 434			
Services pharmaceutiques et médicaments	2 292 796			
Total du programme 4	6 750 962			
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Aide à la Ville de Québec	19 800			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	7 313			
Commission de la capitale nationale du Québec	13 063			
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec - Commission de la capitale nationale du Québec	6 336			
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec - Société du 400e anniversaire de Québec	17 000			
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 829		20	3
Total du programme 5	69 340		20	3
Total des crédits et dépenses	**25 443 667**		**243 400**	**17 199 967**

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-170.

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009		2008
		145	1 039		2 383		52 431
			145 387		145 387	1	128 548
204	6	21 023	80 814	7 897	113 138		72 904
204	6	21 168	227 240	7 897	260 908		253 883
240				2 089	96 996		57 870
		242			91 600		85 291
				100 775	100 775		95 195
				45	443 785		428 100
1 037	335	21 397	2 962	23 695	14 444 771	1	13 691 964
		139			142 271		151 266
		277		897	74 407		71 979
23	2 884	420 160		38	424 599		392 376
			58 173		58 448		53 141
					659 896		670 605
					130 473		104 430
			156 345		156 345		143 849
		14			221 877		200 432
		1 306		183 011	771 867	1	646 072
		27 034		3 968	290 449		275 791
713				63 543	297 063		271 207
4 937	10	41 764	3 824	48 178	203 296		195 445
6 950	3 229	512 333	221 305	426 238	18 608 918		17 535 013
		832	1	3	925		905
			145 218		145 218		131 259
			13 942		13 942		20 726
				106 226	106 226		98 862
			108 874		108 874		102 397
			4 013 119		4 013 119		3 578 787
			38 266		38 266		37 718
			2 177 561		2 177 561		2 152 724
			6 496 980	106 226	6 603 206		6 122 473
	14 800			5 000	19 800		7 800
	7 313				7 313		6 285
				13 063	13 063		15 870
				6 336	6 336		6 140
		17 000			17 000		14 600
	1 039	4 556		210	5 827		6 265
	23 152	21 556		24 608	69 338		56 960
7 154	**26 387**	**555 889**	**6 945 525**	**564 973**	**25 543 295**		**23 969 234**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		2009		2008
Rémunération	16 907 208	1	16 921 943	1	15 693 188
Fonctionnement	4 691 593		4 691 593		4 538 922
Capital	401 792	1	485 874	1	379 954
Intérêt	312 148		312 148		303 620
Support	3 130 926	1	3 131 737	1	3 053 549
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 443 667**		**25 543 295**		**23 969 234**

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-170.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	2 516	2 516	1 793
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 516**	**2 516**	**1 793**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 711	21 025
Production industrielle de boissons	638	633
	22 349	21 658
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 577	4 653
Appareils d'amusement	2 868	2 971
Bingo	2 285	1 117
Loteries	2 575	3 125
Courses	119	180
	12 425	12 047
Autres		
Études de dossiers	917	875
Agences d'investigation ou de sécurité	1 403	1 459
Organisation - spectacles sportifs de combat	306	179
Permis d'explosifs	301	267
Divers	39	45
	2 966	2 825
	37 741	36 530
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	647	543
Location de chambres et pension	3 245	3 214
Conciliation et enquête - déontologie policière	824	555
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	544	1 982
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 414	3 482
Divers	46	45
	11 722	12 821
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	544	1 982
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 414	3 482
	4 763	4 356
Intérêts		
Débiteurs	135	36
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	2 546	2 308
Divers	29	60
	2 575	2 368

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 247	2 114
Subventions d'années antérieures	148	84
Recouvrement de dépenses CARRA	379	386
Divers	6	4
	1 779	2 587
	9 252	9 347
Total des revenus autonomes	46 993	45 877
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	8 871	4 826
Financement du programme conjoint de protection civile	745	367
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 648	11 960
Divers		8
	13 264	17 161
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Administration de la Loi sur les armes à feu	8 871	4 826
Financement du programme conjoint de protection civile	745	367
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 648	11 960
Total des transferts du gouvernement fédéral		8
Total des revenus	**46 993**	**45 885**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Sécurité, prévention et gestion interne**			
1. Direction et services supports à la gestion	20 753			20 665	17 447
Permanents 1	10			10	
2. Services correctionnels	254 620			253 930	188 852
3. Expertises judiciaires	7 295			7 272	6 044
4. Affaires policières et sécurité-protection	88 509	2		87 950	20 765
5. Sécurité civile et sécurité incendie	15 395			14 993	10 212
Permanents 2	26 974			26 663	1 528
6. Éléments de gestion centrale	116 521		10 785	104 843	26 512
Ne nécessitant pas de crédits				4 779	
TOTAL	530 077	3	10 785	521 104	271 359

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur la sécurité civile, (L.R.Q., S-2.3).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Sûreté du Québec**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	352 615	87	47	352 170	179 279
Permanents 1	2 545			2 545	2 545
2. Gestion interne et soutien	221 248		15 704	199 661	40 603
Ne nécessitant pas de crédits				11 490	
TOTAL	576 408	87	15 751	565 867	222 427

1 Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales, (L.R.Q., c.C-52.2).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.							
2 928		290					88
10							
64 863		215					689
1 228							23
7 183		60 002					558
2 800		1 981					402
1 330		23 804					312
78 332							893
4 779							
163 452		86 293					2 964
Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.							
16 436			156 455				311
81 079			77 979				5 883
11 490							
109 005			234 435				6 194

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**Organismes relevant du ministre**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	16 993		200	14 988	11 924
Permanents 1	34			34	
Permanents 2	3				
Ne nécessitant pas de crédits				165	
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 730		63	4 555	2 824
3. Bureau du coroner	7 281		69	7 174	3 401
4. Commissaire à la déontologie policière	2 940			2 935	2 435
5. Comité de déontologie policière	2 003		6	1 986	1 439
TOTAL	33 984		337	31 837	22 023

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 110 902	90	26 874	1 073 122	511 736
Permanents	29 567			29 251	4 073
Ne nécessitant pas de crédits				16 434	
TOTAL	**1 140 469**	**90**	**26 874**	**1 118 807**	**515 809** [1]

1 Incluant 59 149 à l'égard de 665 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.							
3 063					202		1 604
	34						
							3
165							
1 731							111
3 774							37
500							5
547							11
9 780	34				202		1 773
264 463		62 488	234 435		202		10 615
1 340	34	23 804					315
16 434							
282 236	**34**	**86 293**	**234 435**		**202**		**10 930**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	647		
Formation des policiers et des pompiers	7 605		
Gangs de rue	3 905		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	3 811		
Prévention de la criminalité, santé et aide aux victimes	21 204		
Schémas de couverture de risques d'incendie	110		
Sécurité civile	23 854	1 160	
Services policiers en milieu autochtone	23 854		
Autres	1 365	5	
Total du programme 1	86 354	1 165	
Total des crédits et dépenses	**86 354**	**1 165**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
500	71	75			646	2 564
				7 605	7 605	8 105
	2 110	1 794			3 904	2 817
	3 763	46			3 809	3 220
	21 026	134		6	21 165	18 530
	90	20			110	1 470
	8 252	197	14 245		23 854	20 657
	23 853				23 853	20 119
19	674	648			1 345	1 025
519	59 839	2 913	14 245	7 611	86 293	78 507
519	**59 839**	**2 913**	**14 245**	**7 611**	**86 293**	**78 507**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Fonctionnement	7 612	7 611	8 105
Capital	368	368	
Support	78 375	78 314	70 402
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**86 354**	**86 293**	**78 507**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	181 524	181 201	163 671
Fonctionnement	47 896	47 609	43 675
Capital	5 668	5 625	5 164
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**235 088**	**234 435**	**212 510**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 058	744
	3 058	747
Total des revenus autonomes	3 058	747
Total des revenus	**3 058**	**747**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**Services gouvernementaux**			
1. Direction et services au portefeuille ministériel	131 961	1	1	131 959	3 800
Permanents 1	1 359			1 359	
Permanents 2	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				122	
2. Gouvernement en ligne	28 995		9 343	19 652	4 574
Ne nécessitant pas de crédits				6 730	
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	19 528				
4. Développement des compétences	725			725	
TOTAL	182 571	1	9 345	160 550	8 374

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	181 210	1	9 345	152 336	8 374
Permanents	1 362			1 362	
Ne nécessitant pas de crédits				6 852	
TOTAL	**182 571**	**1**	**9 345**	**160 550**	**8 374** [1]

1 Incluant 1 843 à l'égard de 16 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.							
127 858		300					
	1 359						
3							
122							
11 998		3 080					
6 730							
					2 500		17 028
725							
147 436	1 359	3 380			2 500		17 028
140 581		3 380			2 500		17 028
3	1 359						
6 852							
147 436	**1 359**	**3 380**			**2 500**		**17 028**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Appui au passage à la société de l'information	3 080		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	2 920		
Autres	300		
Total du programme 1	6 300		
Total des crédits et dépenses	**6 300**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
		3 080			3 080	
25	1	273		1	300	311
25	1	3 353		1	3 380	311
25	**1**	**3 353**		**1**	**3 380**	**311**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Support	6 300	3 380	311
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**6 300**	**3 380**	**311**

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Promotion et développement du tourisme**			
1. Tourisme Québec	57 533			57 233	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 940			15 440	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	39 599			34 399	
4. Régie des installations olympiques	30 240			29 740	
TOTAL	143 312			136 812	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	143 312			136 812	
TOTAL	**143 312**			**136 812**	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et en exploitant des installations publiques à caractère touristique.							
			57 233		300		
		15 440			500		
		34 399			5 200		
		29 740			500		
		79 579	57 233		6 500		
		79 579	57 233		6 500		
		79 579	**57 233**		**6 500**		

TOURISME

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 240		
Société du Centre des congrès de Québec	15 940		
Société du Palais des congrès de Montréal	39 599		
Total du programme 1	85 779		
Total des crédits et dépenses	**85 779**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
				29 740	29 740	29 832
				15 440	15 440	15 669
				34 399	34 399	39 064
				79 579	79 579	84 565
				79 579	**79 579**	**84 565**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	24 530	24 530	24 301
Fonctionnement	29 601	25 653	29 100
Capital	14 314	12 062	11 834
Intérêt	17 334	17 334	19 331
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**85 779**	**79 579**	**84 565**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	15 939	15 639	15 949
Fonctionnement	15 909	15 909	18 308
Support	25 684	25 684	25 684
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**57 533**	**57 233**	**59 942**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	680 917	669 033
Conducteurs et chauffeurs	85 645	82 731
Transport commercial public	712	693
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 167	2 089
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	2 021	1 954
Frais d'inscription et renouvellement - intermédiaires en services de transport	103	106
	771 564	756 604
Autres		
Transfert de permis	669	760
Divers	15	26
	684	785
	772 249	757 390
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	792	610
Terrains et bâtisses	12 663	3 897
Location de terrains et bâtisses	2 342	1 741
Aide technique et soutien	92	116
Frais de publication - demandes de permis	105	102
Analyse en laboratoire	34	81
Frais d'atterrissage	(68)	
Frais de débarcadère	307	317
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	448	27
Divers	74	66
	16 787	6 957
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	448	27
	16 339	6 930
Intérêts		
Divers	7	7
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	67	152
Alcofrein	1 091	1 008
Divers	3	3
	1 161	1 164
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 022	1 534
Subventions d'années antérieures	1 770	2 272
Dépenses sous forme d'indemnités	3 687	3 618
	7 479	7 424
	24 986	15 525
Total des revenus autonomes	797 235	772 914

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Entretien des chemins fédéraux	222		48
Aménagement d'aéroports	201		201
Programme d'infrastructures	7 232	1	19 041
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 123		723
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 351		2 279
Financement des infrastructures ferroviaires	320		
Divers	(17)		17
	11 431		22 309
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:			
Programme d'infrastructures	7 232	1	19 041
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 123		723
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 351		2 279
Financement des infrastructures ferroviaires	320		
Total des transferts du gouvernement fédéral	406		266
Total des revenus	**797 641**		**773 180**

1 La baisse est attribuable à la fin de l'entente pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000.

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Infrastructures de transport**			
1. Construction des infrastructures de transport	1 094 068		13 319	1 080 748	
Permanents 1	8 992			8 992	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				100 381	
2. Entretien des infrastructures de transport	537 342	1 172 2	16 319	519 732	116 321
Permanents 1	919			916	
3. Aide financière au réseau routier local	123 655			123 655	
TOTAL	1 764 975	1 172	29 639	1 834 423	116 321

1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
2 Montant relatif pour l'acquisition de stocks.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**Systèmes de transport**			
1. Transport terrestre	394 815		1 955	391 421	5 805
2. Transport maritime	80 264			80 261	836
3. Transport aérien	9 597			9 540	585
4. Commission des transports du Québec	14 277		1 879	11 202	8 102
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 027	
TOTAL	498 953		3 834	494 451	15 328

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.							
1 238			1 079 510				
			8 992				
100 381							
396 780		3 665	2 966				118
916							4
380		123 275					
499 694		126 940	1 091 468				122
Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.							
3 742		381 875				2	1 436
10 026		69 398				2	1
935		8 021				57	
3 100						23	1 173
2 027							
19 829		459 294				83	2 610

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		**Administration et services corporatifs**			
1. Direction	7 169		24	6 926	6 082
Permanents 1	13			12	
2. Services administratifs	67 680		3 520	61 746	44 260
Permanents 2	139			139	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				19 824	
3. Planification, recherche et développement	17 289		61	17 006	11 687
TOTAL	92 289		3 604	105 653	62 028

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 346 154	1 172	37 078	2 302 237	193 678
Permanents	10 063			10 058	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				122 232	
TOTAL	**2 356 217**	**1 172**	**37 078**	**2 434 528**	**193 678** [1]

1 Incluant 19 128 à l'égard de 225 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.							
565		279				173	46
12							1
17 486						149	2 266
	139						
19 824							
3 782		1 537				153	70
41 670	139	1 816				474	2 382
438 034		588 049	1 082 476			558	5 110
928	139		8 992				5
122 232							
561 193	**139**	**588 049**	**1 091 468**			**558**	**5 115**

TRANSPORTS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	123 275		
Entretien du réseau routier	3 766	192	
Total du programme 1	127 042	192	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 219		
Société des traversiers du Québec	51 615		
Transport aérien	8 021	2 070	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	91 150		
Fonctionnement des organismes municipaux et intermunicipaux	26 290		
Immobilisations et service de la dette	145 278		
Transport adapté aux personnes handicapées	76 514		
Transport ferroviaire	5 800	5 759	
Transport maritime	17 783	10 168	
Transport terrestre	28 625	2 214	
Total du programme 2	459 294	20 211	
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 537		
Autres	300		
Total du programme 3	1 837		
Total des crédits et dépenses	**588 172**	**20 404**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
	123 275				123 275	135 470
	3 472				3 665	4 376
	126 748				126 940	139 846
			8 219		8 219	7 090
				51 615	51 615	48 163
	4 746	280	925		8 021	7 456
				91 150	91 150	82 034
	26 290				26 290	35 979
	145 278				145 278	120 158
	76 064			450	76 514	69 156
	28	12			5 800	3 930
35	7 404	177			17 783	12 857
21	17 155	8 235		1 000	28 625	15 474
56	276 964	8 703	9 144	144 215	459 294	402 298
663		874			1 537	1 464
	10	269			279	243
663	10	1 143			1 816	1 707
719	**403 721**	**9 846**	**9 144**	**144 215**	**588 049**	**543 851**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	19 943	19 943	25 408
Fonctionnement	24 853	24 730	14 165
Capital	195 102	195 102	181 829
Intérêt	97 568	97 568	81 966
Support	250 706	250 706	240 482
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**588 172**	**588 049**	**543 851**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	62 915	62 915	68 737
Fonctionnement	109 686	109 669	62 923
Capital	561 237	561 237	452 678
Intérêt	357 647	357 647	316 889
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 091 485**	**1 091 468**	**901 228**

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	23	72
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 338	2 243
Divers		1
	2 362	2 316
Moins: Montant(s) inscrit(s) au(x) compte(s) à fin déterminée pour:		
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 338	2 243
	23	73
Intérêts		
Divers	2	
Recouvrements		
Divers	5	47
	31	120
Total des revenus autonomes	31	120
Total des revenus	**31**	**120**

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**Travail**			
1. Relations du travail	25 707		142	21 935	8 919
Permanents 1	10			10	
Permanents 2	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				748	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	740			591	341
Ne nécessitant pas de crédits					
3. Commission de l'équité salariale	5 603		20	4 782	3 571
Ne nécessitant pas de crédits				108	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents 2	1				
Permanents 3	3 000		17	2 707	1 992
Ne nécessitant pas de crédits				11	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 244			7 244	
TOTAL	42 305		178	38 137	14 824

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	39 294		161	34 553	12 832
Permanents	3 011		17	2 717	1 992
Ne nécessitant pas de crédits				867	
TOTAL	**42 305**		**178**	**38 137**	**14 824** [1]

1 Incluant 3 156 à l'égard de 27 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.							
4 658		8 358			927	478	2 226
10							
	1						
748							
250							149
1 212					158	159	484
108							
							1
715							276
11							
		7 244					
7 711	1	15 603			1 085	636	3 135
6 119		15 603			1 085	636	2 859
725	1						277
867							
7 711	**1**	**15 603**			**1 085**	**636**	**3 135**

TRAVAIL

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 244		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 958		
Autres	406	6	1
Total du programme 1	15 608	6	1
Total des crédits et dépenses	**15 608**	**6**	**1**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2009	2008
				7 244	7 244	7 733
				7 958	7 958	7 817
53	10	230		101	401	401
53	10	230		15 303	15 603	15 951
53	**10**	**230**		**15 303**	**15 603**	**15 951**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2009	2008
Rémunération	13 233	13 229	13 408
Fonctionnement	2 048	2 048	2 110
Intérêt	27	27	32
Support	300	300	401
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 608**	**15 603**	**15 951**

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement.....3-2

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Année financière terminée le 31 mars 2009
(en milliers de dollars)

	2009
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25 480
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	17 484
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	6 279
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	6 674
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	8 658
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	5 442
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 176 564
Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental	603
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	3 155
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	1 121 575
Fonds de développement du marché du travail	1 075 757
Fonds de développement régional	51 017
Fonds de financement	34 519
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 784
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	21 039
Fonds de gestion de l'équipement roulant	92 774
Fonds de l'assurance médicaments	3 051 492
Fonds de l'état civil	
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	10 310
Fonds de la sécurité routière	
Fonds de partenariat touristique	131 145
Fonds de perception	99 903
Fonds des congés de maladie accumulés	16 089
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	71 219
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	39 591
Fonds des registres du ministère de la Justice	28 476
Fonds des services de police	482 376
Fonds des services de santé	7 224 018
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	325
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 921
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	49 120
Fonds d'information foncière	131 314
Fonds d'information géographique	4 988
Fonds du centre financier de Montréal	1 308
Fonds du patrimoine culturel québécois	10 325
Fonds du patrimoine minier	8 000
Fonds du régime de rentes de survivants	27 873
Fonds du service aérien gouvernemental	63 159
Fonds forestier	262 946
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 006
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	3 288
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	31 106
Fonds québécois d'initatives sociales	7 319
Fonds relatif à la tempête de verglas	25 935
Fonds vert	355 119

1 Incluant un montant de 157 millions de dollars (146 millions de dollars en 2008), dont 94 millions de dollars (85 millions de dollars en 2008) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

2 En 2009, le Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental a été utilisé afin d'acquitter les obligations financières du Fonds.

3 Les activités du Fonds ont été transférées à Services Québec le 1er avril 2008.

2009					2008 (redressé)
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
24 345	1 135	4 640	1 061	3 579	2 444
14 180	3 304	31 626	998	30 628	27 324
2 754	3 525	72 272	2 751	69 521	82 231
144	6 530	119 816	138	119 678	171 886
1 049	7 609	162 503	1 043	161 460	178 289
1 279	4 163	70 683	1 276	69 407	114 441
		4 885 844		4 885 844 [1]	4 518 088
		63 373	351	63 022	60 600
	2 176 564	36 025 851		36 025 851	31 764 001
803	(200)			[2]	51 869
3 155		115 471	115 471		
1 121 575		10 651 342	10 651 342		
1 080 018	(4 261)	138 076	99 103	38 973	43 234
51 017		52 923	52 923		
1 801	32 718	20 284 143	20 088 158	195 985	163 267
4 954	(170)	1 330	495	835	1 005
21 039		21 323	21 323		
92 702	72	173 833	173 331	502	430
3 051 492		779 941	779 941		
				[3]	6 319
10 310		826	826		
97	(97)	37	134	(97)	
129 929	1 216	36 373	26 548	9 825	8 608
102 155	(2 252)	33 813	14 986	18 827	21 079
	16 089	616 089		616 089	
72 564	(1 345)	17 347	56 840	(39 493)	(38 148)
39 591		46 267	46 267		
21 801	6 675	53 745	2 553	51 192	44 517
482 376		129 973	129 973		
7 224 018		268 093	268 093		
325		996	996		
17 921		74 855	74 855		
49 120		255 987	255 987		
88 418	42 896	526 006	19 513	506 493	463 597
5 027	(39)	5 198	3 564	1 634	1 673
930	378	3 193		3 193	2 815
2 334	7 991	22 316	193	22 123	14 132
8 000					
	27 873	439 040		439 040	
61 883	1 276	166 767	112 137	54 630	1 685
264 341	(1 395)	77 890	66 262	11 628	13 023
20 002	4	13	1	12	8
3 360	(72)	15 144	12 734	2 410	2 463
5 498	25 608	69 968	1 876	68 092	42 484
9 068	(1 749)	3 149	302	2 847	4 596
25 935					
142 979	212 140	741 964	437 753	304 211	92 071

Finances
Québec